

## Chronique

place Quetelet, 1a  
1030 Bruxelles  
Tél. 02/2196107

### Equipe

Françoise Hecq  
Martine La Haye  
Hedwige Peemans-Poullet  
Geneviève Simon  
Christine Jonckheere  
Edith Rubinstein  
Suzy Deigner  
Anne Kervyn  
Nadine Plateau  
Nadine Masselos  
Fanny Filosof

**Chronique** paraît 6 fois l'an.

**Chronique** est envoyée aux abonnés.  
Abonnement : 500 F par an,  
compte CGER 001-1118659-34.

**Chronique** est en vente au numéro  
à Bruxelles dans les librairies  
La Rabouilleuse  
Dulle Griet  
Librairie de Rome  
Libris  
Corman  
Macondo

**Chronique** peut, sur demande adressée  
à l'Université des Femmes, vous être  
envoyée par la poste.  
Prix par numéro : 150 F,  
compte CGER 001-1118659-34.

Mise en page  
Chantal Bouly  
Photocomposition  
Johan Buyens

Impression  
I.D.I.  
15, rue du Méridien  
1030 Bruxelles

**Chronique** est éditée avec l'aide  
de la **CGER**

Les activités de l'Université des Femmes  
sont réalisées avec l'appui du Ministère  
de la Communauté Française et de la  
Commission Française de la Culture.

**Chronique** est le magazine  
de l'Université des Femmes.

Elle contient :

- des articles généraux sur la condition  
des femmes en Belgique et ailleurs,  
des interviews, des reportages,...
- aussi des renseignements sur le  
programme de l'Université des Femmes  
(dates, présentation des cours, éléments  
de bibliographie, comptes rendus,  
réflexions, échos des débats,...) et sur  
le Centre de documentation (livres  
acquis et reçus, critiques de livres,...)
- enfin, toutes les petites informations  
que nous cherchons partout : les livres  
importants récemment parus, l'évolution  
de nos luttes, des repères sur les lois,  
des positions politiques,...
- et, pour marier le sérieux et l'agréable,  
des petits faits, à croquer comme  
des zakouskis...

Dans **Chronique**, vous pouvez prendre  
la parole. Ecrivez-nous.

## Activités de l'Université des Femmes

### Cours

Thème : "Le pouvoir"  
Voir le programme dans la Chronique,  
page 5.

### Lectures. Rencontres.

Le premier mardi du mois, à 12h15.  
Présentation et discussion de livres  
récents (animé par Martine La Haye).

### Groupes de réflexion

Des groupes de réflexion sont créés  
sur demande. Un groupe "Femmes et  
tiers monde" est prévu.

### Centre de documentation

La bibliothèque est ouverte tous les jours  
sauf le samedi, de 12h à 17h. Le jeudi  
elle est ouverte jusqu'à 19h.  
Consultation de livres, revues,  
documents, bibliographies.  
Informations et assistance pour travaux  
et mémoires.

### Renseignements pratiques

Sauf indication contraire, toutes les  
activités ont lieu dans les locaux de  
l'Université des Femmes  
place Quetelet, 1a  
1030 Bruxelles  
Tél. 02/2196107

### Participation aux frais

Pour toutes les activités  
de l'année : 1.500 F.  
Par séance : 100 F.



Et maintenant **Chronique**.

**Chronique** sera le magazine de l'Université des Femmes, votre université qui, depuis 1979, réunit des femmes pour réfléchir aux questions posées par les féministes et tenter à partir des connaissances et des recherches existantes d'introduire nos réflexions dans une perspective féministe.

Cette année, le programme de l'Université des Femmes pose le problème du pouvoir.

Spontanément, les féministes ont rejeté toute idée de pouvoir, le considérant comme source d'oppression et singulièrement source de l'oppression des femmes. Cette oppression, nous la subissons depuis des millénaires, et si lourdement mais aussi si subtilement que nous avons longtemps cru que notre anatomie suffisait à la justifier.

Individuellement, collectivement, nous avons essayé de rejeter les formes de pouvoir qui s'exercent sur nous ; nous avons réclamé et nous luttons encore pour la libre disposition de nos corps, de nos idées, de nos vies.

Cependant, nous avons constaté que les femmes n'échappaient pas à la règle générale : elles exercent aussi un certain pouvoir. Même de femme à femme. Même au sein du mouvement féministe. Et qu'il serait simpliste de le nier. Plus douloureusement encore, parce que contradictoire avec nos désirs les plus profonds, nous avons admis que, pour changer la société, il faut prendre **du** pouvoir.

Toutes ces questions, nous voulons les aborder avec lucidité pendant nos cours.

A l'Université des Femmes, nous sommes un certain nombre à vouloir écrire ce que nous apprenons, savons, pensons et à le partager avec vous.

Pour que l'oppression cesse d'être la maladie **chronique** des femmes.



# SOMMAIRE

|  |                               |
|--|-------------------------------|
| L'équipe de <b>Chronique</b> .....         | 2                             |
| Qu'est-ce que <b>Chronique</b> ? .....     | 2                             |
| Activités de l'Université des Femmes ..... | 2                             |
| Pré-texte .....                            | 3                             |
| Programme de l'Université des Femmes ..... | 5                             |
| A la sauvette .....                        | 6                             |
| Témoignage .....                           | 8                             |
| Lire .....                                 | 9                             |
| Attentives .....                           | 12                            |
| Adresses utiles .....                      | 15                            |
| Féministes .....                           | A - B - C - D - E - F - G - H |
| Les Finlandaises                           |                               |
| Emilienne Brunfaut                         |                               |



# PROGRAMME DE L'UNIVERSITE DES FEMMES

## CALENDRIER

### Novembre / Décembre : LE POUVOIR ET LE SEXE

**Jeudi 4 novembre, à 20h • 1a place Quetelet, 1030 Bruxelles**  
**« P... comme proxénète », un film de Michel Thoulouze**

Le proxénète, une pièce maîtresse sur l'échiquier prostitutionnel, est un être volontiers secret. Il n'aime pas la "une". Michel Thoulouze, dans son film, nous convie à une lecture sans complaisance de la radioscopie de cet homme d'affaires avisé et efficace.

**Jeudi 18 novembre, à 20h • 1a place Quetelet, 1030 Bruxelles**  
**Rencontre avec Agnès Laury**

Agnès Laury a 34 ans. C'était une inconnue en Belgique, sauf pour ceux qui avaient lu ses livres, "La Malmène", "Chien-dent" et "Le Cri du Corps" (voir compte rendu). Il y a quelques semaines, elle a crevé le petit écran belge par son goût pour les points sur les i, par son authenticité, par sa détermination à décrire sans fard la condition de prostituée qui fut la sienne et le milieu où le proxénète est roi. Ce qui lui a valu une popularité et un courrier si abondants qu'elle en est un peu effarée. Elle nous informera des actions qu'elle mène tant à Paris qu'à Marseille pour aider les femmes à "s'en sortir", puisque dans la plupart des cas elles quittent "le métier" démunies à tous égards.



**Samedi 20 novembre, à 10h30 • 28, r. du Collège, 1050 Bxl**  
**Projection de films de Patricia et Etienne Verhaegen**

• *La muraille de Ray Bouba*. Tourné au Cameroun, ce film lève le voile sur le rôle des fêtes, l'attitude face à l'Islam et les tâches des femmes, personnes effacées sur la tête desquelles repose toute la vie de la société.

• *Les sept vaches maigres du Roi Shiluck*. Le roi Shiluck, symbole de la fécondité, a 200 femmes pour lui assurer une descendance. Les femmes n'ont droit à de la considération

que dans la mesure où elles sont reproductrices. Quant aux hommes, ils palabrent.

• *Le secret de leur corps*. Film sur l'excision et l'infibulation, mutilations sexuelles pratiquées sur des femmes en Afrique.

**Jeudi 25 novembre, 20h • 1a, place Quetelet, 1030 Bruxelles**  
**Éléments pour une analyse féministe de la prostitution**  
(par Françoise Hecq)

Le plus vieux métier du monde est-il vraiment une profession ? La prostituée est-elle marchande de plaisir ou d'illusion dans "l'usine du sexe" ? La putain, une femme victime comme les autres femmes de la société phallogratique, ou une sous-femme ? La prostitution : un choix, le résultat inéluctable de contraintes ou une servitude consentante ?

Françoise Hecq s'efforcera de répondre à ces interrogations controversées. Elle tentera de montrer dans quelle mesure la prostitution est une institution complémentaire des autres : famille, armée, salariat, etc. Mais en quoi aussi elle s'en différencie.

**Samedi 4 décembre, 10h30 • 1a, place Quetelet, 1030 Bxl**  
**Enquête sur la pornographie (M. Bonvoisin et A. Peigné)**

Martine Bonvoisin et Annick Peigné, rédactrices à la revue féministe française "Le Temps des Femmes", ont participé à la constitution d'un dossier sur la pornographie paru dans le numéro d'été 1982. Elles ont réfléchi au rapport des femmes à la pornographie, côtoyé et interrogé les lieux et les maîtres de la pornographie.

On ne mène pas impunément une enquête sur ce sujet. Les femmes qui y ont travaillé se sont senties interpellées différemment que s'il s'était agi d'une autre enquête. M. Bonvoisin et A. Peigné nous parleront de la diversité de leurs réactions et de leur difficulté à aboutir à une conclusion théorique.

**Jeudi 9 décembre, 20h • 1a, place Quetelet, 1030 Bruxelles**  
**L'image porno (par Nadine Plateau)**

Les images pornographiques se multiplient. Elles sont de plus en plus visibles dans la vie quotidienne. Sont-elles inoffensives, comme l'affirment certain(e)s ? Dangereuses, comme le prétendent d'autres ? Quelle est la spécificité de l'image porno ? En quoi est-elle semblable aux autres images qui nous environnent, les images publicitaires, par exemple ? Comment l'image porno circule-t-elle dans notre tête ? Affecte-t-elle notre sexualité, notre comportement ? Toutes questions au centre de la réflexion féministe sur la pornographie.

**Samedi 11 décembre, 10h30 • 1a, place Quetelet, 1030 Bxl**  
**Le viol (par Gérard Lecha)**

Gérard Lecha est l'auteur d'un ouvrage sur le viol. Comment un homme peut-il lutter avec nous dans ce domaine ? Comment, à travers son langage, les hommes peuvent-ils se sentir concernés ?

**Samedi 18 décembre, 10h30 • 1a, place Quetelet, 1030 Bxl**  
**Pouvoir et sexe (par Maurice Godelier)**

A partir de ses recherches sur les Baruyas ("La production des grands hommes"), Maurice Godelier pose la question de la première forme de pouvoir, qui pourrait être celle du sexe masculin sur le sexe féminin.

## VIEILLE RANCUNE POUR VIEILLE EMISSION TELEVISEE

A propos d'une émission télévisée sur les femmes, « Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? ».

Je passerai, si je peux (on n'est pas des anges) sur ma rancune d'avoir été potiche à titre individuel d'une émission télévisée.

Parce que, ce qui est grave, beaucoup plus grave, c'est de faire croire aux femmes que changer sa vie, c'est possible. Même dans les conditions actuelles de crise.

A partir d'un film qui date de 1972, qui fait mode-rétro-féministe-optimiste, où Nadine cesse d'être la femme de Jean pour être enfin elle-même sans avoir connu d'autre tourment que celui de l'amour usé — entre autres sans problème financier, lot général des femmes abandonnées — l'émission s'enchaîne sur un débat qui tiendrait du blabla, n'était la qualité des femmes présentes.

Il ressort de ce débat, vu l'insistance mise par le réalisateur sur le vécu de certaines femmes, qu'il suffit de vouloir pour pouvoir. Or, si un changement individuel est parfois possible, il faut savoir qu'il est généralement, pour ne pas dire toujours, accompagné d'une baisse sensible du niveau de vie (vu que dans l'échelle des salaires nous avons droit aux plus bas échelons) et que nous ne sommes pas toutes des héroïnes.

Car il en est des histoires sur les femmes comme des histoires sur les chômeurs (-euses) : parce que certain(e)s retrouvent du travail, il est entendu que ceux/celles qui le veulent vraiment ne restent pas chômeurs (-euses). Ce qui est une ineptie : 100 propositions d'emploi ne peuvent rencontrer 1.000 demandes ! Ainsi des femmes : si quelques-unes, à l'arraché, s'en sortent, elles prouvent en tout cas que la situation des femmes n'est pas toujours enviable, mais cela ne suffit pas pour que la situation de l'ensemble des femmes, malgré un sensible changement des mentalités (et encore ! voir la réaction des auditeurs !) en soit modifiée.

Pour un réel changement, il faudrait que les femmes rassemblent leurs forces et ouvrent des brèches sérieuses dans les institutions politiques et syndicales, et y revendiquent leurs droits élémentaires : le (même) droit au travail et, par conséquent, le (même) droit aux allocations de chômage, le droit à une sécurité sociale individuelle, le droit de disposer de leur corps et de contrôler leur reproduction, la reconnaissance, autre que celle symbolisée par la Fête des Mères, du travail ménager.

De tout cela, il n'a pas été question, ou à peine, pendant l'émission de l'Ecran-Témoin. On pourrait nous en faire reproche. Nous n'aurions, pour notre défense, que de dire que la caméra n'est pas innocente : elle choisit ses têtes et obéit au doigt et à l'œil du réalisateur. Qu'il est difficile, quand on n'est pas du métier, de répondre au-delà des questions. Difficile aussi de couper la parole à une femme qui raconte sa vie et qui nous intéresse. Visiblement, le réalisateur a non seulement invité trop de femmes (9 femmes pour une heure de débat) mais il a mélangé dans une même émission des femmes qui ont lutté pour changer leur vie et des femmes en lutte pour que la vie des femmes change (la leur aussi, évidemment !). En privilégiant la parole des premières, il était peut-être dans le prolongement du film, mais alors pourquoi avoir invité les autres ? Ne serait-ce pas "qu'une fois, les femmes", ça suffit ? Car, et cela au moins a été dit, nous étions bien en ghetto : quelques femmes pour parler des femmes, alors que nous sommes les grandes absentes dès que les thèmes abordés relèvent d'autres domaines tels la politique ou l'économie, pour ne citer que ceux-là. A croire que nous ne pouvons parler que de nous-mêmes.

Disons donc, et pour conclure, que dans ce domaine national qu'est la télévision, la place des femmes est mesurée, tant au niveau de la réalisation que de la participation, et qu'il est temps que cela change.

F.F.

N.B. — Il faut croire que les femmes prenaient encore trop de place. L'émission de Laurette Charlier sur les femmes qui, comme vous le savez si vous la suiviez, devenait de plus en plus chouette, a été supprimée. Elle est remplacée par une émission "cuisine". Pauvre Laurette ! La voilà obligée de mitonner des petits plats pour avoir mis les pieds dans les grands ! Décidément, il est vraiment d'actualité de renvoyer les femmes à leurs casseroles ! Mais nous sommes-nous assez indignées ? Non, sans doute. Pourtant, comme disent les Canadiennes, "On n'a pas les moyens de reculer". Il faudrait écrire à Laurette pour la soutenir, à la RTBF-Liège, pour acculer celle-ci à revenir sur cette décision qui nous prive d'une émission qui nous tenait à cœur.

Adresse : RTBF-Liège, Palais des Congrès, 4000 Liège.

## SE FAIRE... RAVALER LA FAÇADE...

Cécile Goor, notre secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise, a, dans un petit bouquin pas mal fichu et peu onéreux (*Façades de Bruxelles*, 225 F) montré quelques façades de Bruxelles qui sont aussi celles que j'aime. Je me le suis donc offert : eh ! rien de tel que de se faire plaisir à soi-même...

Ce livre donc, principalement composé de photos, comprend aussi un petit texte devant, un autre à l'arrière, ce dernier fort utile à tout propriétaire de maisons : on y parle de techniques de ravalement et de subventions pour ceux qui pratiqueraient cette B.A. si chère (ou si chère ?) à nos yeux.

Quant à l'avant, sachez, chères amies, qu'il est encore de bon ton de comparer les façades défraîchies à nos visages de femmes. Ainsi, je cite : « Mais il arrive qu'elles (les façades) se négligent, qu'elles se portent mal et, qu'à l'instar des dames, un rien de toilette ou de chirurgie leur rendrait belle allure. » Et aussi : « Mais comme tout cela serait plus éloquent si Bruxelles cessait d'être, à l'instar du personnage de la chanson d'Aznavor, celle à qui l'on peut dire trop souvent : "Tu te négliges !" (le point d'exclamation est compris dans le texte, je n'y suis vraiment pour rien). ».

Par contre, j'ai beau lire et relire les pages "Ravalements et subventions", je n'ai rien trouvé — ni remèdes, ni subside — qui me permettraient de me faire ravalier cette façade que je me traîne et que sans doute je néglige. Peut-être, si Cécile Goor était notre ministre à la Condition féminine, aurais-je une autre allure...

F.F.





## METTRE SA FEMME CHEZ LES FOUS

Les internements abusifs en hôpital ou en clinique psychiatrique, ça n'existe plus !

Bien sûr, il arrive de temps à autre que la presse signale un cas. Mais enfin, ce sont là des faits exceptionnels. Nous ne sommes pas dans les pays de l'Est. Nous ne sommes plus au 19<sup>e</sup> siècle... Aujourd'hui, il existe des garanties, des lois, des tribunaux, des syndicats... Les gens ont conscience de leurs droits... On ne peut enfermer comme ça,

de force, "chez les fous", une personne saine d'esprit. Et, entre nous, tous ces gens qui disent avoir été internés arbitrairement, ils avaient sans doute ce qu'on appelle "un petit grain", non ?

Eh bien, détrompez-vous.

Nous ne disons pas que c'est chose courante, mais il existe encore des endroits où, moyennant finances, on peut faire enfermer discrètement n'importe qui, sans trop de questions.

La preuve...



Comment faire interner sa femme ? Ce n'est pas difficile, c'est l'affaire d'un instant. Munissez-vous d'un annuaire téléphonique et appelez les cliniques privées de votre région.

C'est bien le diable si l'une d'entre elles n'a pas un lit de vide. Dès que le lit est trouvé, vous vous lancez dans une sombre explication :

- Ma femme est très dépressive. Elle pleure, elle est insupportable. Que puis-je faire ?
- A-t-elle des tendances suicidaires ?
- Euh... Pourquoi ? C'est important ?
- Evidemment. Si elle est suicidaire, il faut l'interner tout de suite !
- Oui, oui, oui. Elle est très suicidaire. Elle veut... sauter par la fenêtre. C'est une tendance suicidaire, ça !
- Parfaitement. Et cela fait longtemps qu'elle est ainsi ?
- Oui, oui, très longtemps... Des années.
- Très bien. Vous pouvez nous l'amener.
- C'est que... Elle ne veut pas.

- Il faut la convaincre, Monsieur. Essayez de la raisonner. Si vous n'y arrivez pas, faites-lui prendre un calmant. Vous avez bien du Valium chez vous ? Parfait. Si cela ne suffit pas, le mieux serait de lui faire une ou deux ampoules de Valium par voie intramusculaire. L'important est que vous puissiez nous l'amener. Après, nous nous en chargeons.

- Merci beaucoup. Nous arrivons tout de suite.

Quelques cliniques ont tout de même été moins expéditives. Il a été demandé à "mon mari" si j'avais vu un médecin, le traitement que j'avais suivi. On nous a conseillé de venir à la consultation pour en parler... Enfin, nous voilà partis vers la bonne (ou plutôt la mauvaise) clinique qui a accepté de m'interner aussitôt la demande faite.

Une infirmière nous sourit :  
- Ah, c'est pour Madame ? Le docteur vous attend.

Très bien, le jeune médecin, très élégant. Il sympathise tout de suite avec mon "mari". Moi, pauvre larve, je me tasse dans un fauteuil.

- Ainsi, votre femme est dépressive ?  
- Oui, elle me fait des scènes. Elle se plaint tout le temps. Il est vrai que je travaille beaucoup. Je suis rarement à la maison. Il m'arrive même de m'absenter le week-end...

Sourire du médecin. Entre hommes, on se comprend...

- Je pars à Rome aujourd'hui. Mon avion est à 5 heures, et je ne sais vraiment pas quoi en faire.

- Bien sûr. Nous allons nous en occuper. Eh bien, Madame ? (Tiens, il vient de s'apercevoir que j'existe !)

- Voulez-vous rester quelque temps avec nous ?

- Non !

- Vous ne nous faites pas confiance ?

- Ah, ah ! Tout à fait juste. Il semble qu'il y ait un problème dans votre couple (perspicace, le toubib !). Nous allons nous occuper de cela.

- Parfait, Docteur. Je vous la confie, déclare mon "mari" en se levant. (Il est pressé, cet homme !)

- Je vous rappelle, monsieur, que notre clinique n'est pas conventionnée. Vous voudrez bien nous verser trois mille francs d'acompte.

Que puis-je faire ? Hurler, me rouler par terre ? Mais c'est alors qu'ils vont me prendre pour une folle. Et s'ils me faisaient une piqûre ? Et s'ils m'enfermaient dans une pièce dont je ne puis plus m'enfuir ? J'ai peur. Je me tais. Je ne refuse pas, donc j'accepte. Le piège a fonctionné. Je suis dedans.

- Au revoir, monsieur. Une infirmière va vous accompagner.

Pas d'"au revoir, madame". Je ne compte pas. Je ne compte plus.

- Je vous téléphonerai à mon retour, lance "mon mari", désinvolte. Pendant qu'il va payer (en liquide), une surveillante me conduit à ma chambre. Pas gaie, gaie ! La fenêtre ne peut s'entre-bâiller que de 20 centimètres, le cabinet de toilette ne ferme pas, la porte de la chambre, par contre, ferme bien... de l'extérieur.

"Mon mari" vient me dire adieu.

- Tu seras très bien ici. Ils m'ont dit de ne pas t'inquiéter. Si tu pleurais, si tu t'agitais trop après mon départ, ils te feront une piqûre pour te calmer.

Ça, ils ont l'air d'apprécier le calme ici. On n'entend rien. Un infirmier m'emmène pour quelques examens ; je parcours des couloirs silencieux : tout le monde dort.

Bon, pour moi ça suffit comme expérience. Il me faut sortir. Au bras de mon "mari", je fais quelques pas dans le jardin. En nous rapprochant mine de rien de la porte. A quelques mètres de la sortie s'épanouit un massif de rhododendrons. Très joli ! Je me cache dedans pendant que mon "mari" demande à sortir. Coup d'œil du concierge. Il appuie sur le bouton, la porte s'ouvre. D'un saut je suis dehors. Ouf !

Emmanuel, celui qui jouait mon "mari", se tord de rire. Il a gagné son pari : faire interner sa femme en moins d'une heure. Moi je ne ris pas. Je voudrais bien savoir s'il est aussi facile de faire interner son mari ?

(Extrait d'un article de Mata Hari paru dans le n° 58 d'Impatient.)

**"Madame, vous êtes guérie, vous pouvez rentrer chez vous." – "Merci, Docteur".**



"Merci, Docteur". C'est étrange, ce moment tant attendu depuis 6 mois est arrivé. Je peux rentrer à la maison, retrouver mes enfants et mon mari.

Je devrais être heureuse, et je ne le suis pas.

Cliniquement, je suis guérie. J'ai retrouvé l'usage de mes jambes. Je marche avec deux béquilles. Un fixateur externe orne encore mon tibia gauche, et chaque fémur est encloué.

Je quitte ma chambre, mon univers depuis six mois, mon cocon imaginé pour moi, pour mon bien-être. J'y étais soignée, pansée, lavée, nourrie, écoutée et aimée.

J'avais tout à portée de main : mes livres, mes ouvrages, mes produits de beauté, le téléphone et un petit bouton qui me permettait d'appeler au moindre problème. Grâce à tout cela, j'ai oublié pendant six mois que j'étais une handicapée. J'ai oublié mes souffrances et j'ai gardé un bon moral, indispensable à la guérison.

Ce moral, je l'avais un peu perdu lors d'un week-end passé à la maison après huit semaines d'hospitalisation.

Les médecins m'avaient permis de faire un aller-retour en ambulance pour retrouver ma famille et ma maison. Malgré ma joie d'être là, j'ai senti à quel point j'étais handicapée, différente des autres

et surtout que je dépendais totalement d'eux.

Une nuit, j'avais soif. J'avais oublié de demander une bouteille d'eau. A la clinique, il ne fallait pas y songer, elle se trouvait toujours sur ma petite table. J'avais très soif. Je dormais dans le living au rez-de-chaussée. Je savais qu'il y avait un verre d'eau sur la table du salon, mais je ne pouvais l'atteindre. Il m'était interdit de m'appuyer sur les jambes. J'ai d'abord hésité à appeler mon mari, qui dormait à l'étage. « Je vais le réveiller pour un verre d'eau », me disais-je. « Ce n'est pas important. » Ma soif étant très forte, j'ai enfin appelé, mais personne ne m'a entendue. J'ai essayé de me rendormir avec un sentiment de frustration.

Je me rappelais aussi ma gêne lorsque, la veille, j'avais demandé à mon mari de vider la panne que je venais d'utiliser. Il n'a pas eu un petit mot humoristique, qui aurait pu me détendre. Et lorsqu'il a quitté le living avec la panne en main, j'ai eu envie de disparaître.

Les infirmières n'ont pas compris pourquoi, le dimanche soir, j'entrais toute souriante dans ma petite chambre à l'hôpital. Elles me demandaient avec des étincelles dans les yeux : « Alors, ce week-end ? ». Je n'avais pas envie de les décevoir. Je répondis : « Très bien », en me

disant que plus tard je leur expliquerais. Ainsi, aujourd'hui, c'est l'angoisse. Qui va m'aider à réapprendre à vivre dans mon milieu familial ?

J'aimerais être un enfant. Ma maman s'occuperait de moi. J'aimerais être un homme, ma femme me gâterait et prendrait soin de moi. Mais être une femme !

Etre une femme, c'est devoir compter sur soi et répondre à tout ce que les autres attendent de vous. Alors, j'ai mis mes béquilles dans le coffre de la voiture et j'ai fait les courses. J'avais mal aux jambes, je me tenais au chariot de la grande surface, mais j'étais heureuse d'être debout comme tout le monde.

Je me suis mise devant le fourneau. Mes béquilles tombaient souvent quand je les déposais près de moi. Je m'aidais d'un tabouret que je déplaçais devant moi pour aller de l'évier à la cuisinière.

Je songeais : mes enfants seront heureux d'avoir un bon repas, comme avant. Plus de frites surgelées, ni de boîtes qu'on ouvre à la dernière minute. Ils en sont dégoutés. J'ai mal aux jambes, mais entendre dire « Hum, c'est bon, maman » me donne du courage.

Mon linge est lavé. Il faut le pendre. J'ai choisi un séchoir dépliant pas très haut. Ainsi je peux rester assise sur une chaise et pendre le linge à l'aise sans souffrir de la station debout.

Toute la famille est réunie autour de la table, et je souris. Je ne dis plus que j'ai mal. Maman est là, comme avant. Maman est disponible, maman est à l'écoute, maman est bien vivante. Ils sont heureux.

Le suis-je ?

Je suis heureuse d'être en vie, heureuse d'avoir encore mes jambes, heureuse de voir du monde à ma table... Mais, la réadaptation dans le milieu familial est difficile.

Vous ne me l'aviez pas dit, docteurs !

Vous ignorez sans doute les problèmes de la femme de retour dans son foyer. Votre travail s'arrête quand la porte de l'hôpital se ferme derrière nous, mais notre vie continue.

Vous ignorez qu'à la maison nous subissons un deuxième choc, psychologique celui-là, mais souvent plus difficile à surmonter que la souffrance physique. A ce moment nous n'avons plus d'encadrement hospitalier pour nous aider. Nous nous retrouvons seules face à tous nos problèmes. Et c'est alors qu'il nous faut une 'overdose' de courage et de volonté.

Ginette



## Notes subjectives

## OU EN SONT LES FEMINISTES FINLANDAISES ?

Je n'ai pas l'intention d'être réellement objective. Quelques journées merveilleuses de juillet et d'août habillaient les Finlandais d'un comportement quasi méditerranéen. Helsinki avait à ce moment son parfum de tilleul. Au bout de "L'esplanade", deux paquebots transbaltiques invitaient aux grands voyages pendant que fébrilement les Helsinkiens se laissaient aller à leur passion pour les petits pois frais et les fraises qu'on vend au litre et qu'on déguste frénétiquement en attendant le tram, en marchant, en parlant, en faisant la file devant le théâtre,...

La Finlande nous "interpelle", nous Belges, plus que les grands pays à grands moyens. Ses quelque 4,8 millions d'habitants se partagent un sol plus vaste que celui de l'Italie mais dont 57% est occupé par la forêt et 9% par l'eau (60.000 lacs). La population vit en majorité (60%) dans les zones urbaines du sud, elle est luthérienne (90%) et parle principalement le finnois (93%) et accessoirement le suédois (7%).

Le régime politique y est social-démocrate avec une majorité parlementaire à gauche. Le capital privé est très soutenu par les pouvoirs publics qui, par ailleurs, sont propriétaires de 31% du sol.

Le taux de natalité a été, précocement, un des plus faibles d'Europe. Il atteint son taux le plus bas en 1973 (12,2%) et est actuellement remonté à 13,9%. Les Finlandais se plaignent d'avoir une population vieillissante : sur 100 habitants, il y a près de 22 jeunes de moins de 14 ans, plus de 67 adultes de 15 à 64 ans et 11 adultes de plus de 65 ans. En rue cependant, surtout à Helsinki, on a plutôt l'impression de croiser une population d'aspect jeune, comparable à celle des Pays-Bas. De même, ou plus même que dans les autres pays scandinaves, l'alcoolisme est très important. Les morts violentes (accidents, suicides, violences) sont plus nombreuses que partout ailleurs en Europe.

### Les femmes

Les femmes représentent 47,1% de la population active, et leur taux d'activité est de 58,6%. Sur l'ensemble des femmes en âge d'activité, il y en a moins de 10% qui restent à la maison et encore, parmi celles-ci compte-t-on les étudiantes. On n'observe pas de courbe rentrante dans l'activité des femmes, même pas à l'âge des maternités. Le taux de chômage qui se développe, en Finlande, depuis les années '75 est à peu près également réparti entre hommes et femmes (4,8% et 4,9%). Malgré cette apparente égalité, les salaires des femmes restent sensiblement plus bas que ceux des hommes (salaire moyen des F = 61% de celui des H). On remarque que c'est surtout la présence d'enfants qui

fait la différence, car les salaires moyens de célibataires sans enfants sont assez similaires. En ce qui concerne la "réalisation de soi", c'est plutôt la présence du mari qui semble être un frein. En effet, parmi les artistes, il y a à peu près 48% de femmes mais, dans ce milieu, on rencontre deux fois plus de femmes célibataires que d'hommes célibataires.

Les femmes représentent entre 30 et 60% des membres des partis politiques, et, habituellement, un peu plus d'un quart des candidates sur les listes électorales et un peu plus d'un quart des élus au Parlement.

La situation est plus mauvaise dans les organisations syndicales. Presque la moitié (47%) des syndiqués sont des femmes. Parmi les travailleuses salariées, 84% sont syndiquées.

Malgré ces proportions imposantes, leur présence dans les organes de décision est nettement insuffisante, même dans le TVK (fédération des employés) où elles forment les trois-quarts de l'effectif.

Il existe aussi des centrales exclusivement composées de membres féminins, mais leur action n'est pas nécessairement féministe. Aussi le mouvement féministe et les organisations syndicales sont-ils souvent sur des longueurs d'onde divergentes.

En 1972, le gouvernement a mis sur pied une Commission pour l'égalité des sexes, qui a un pouvoir consultatif.

Dès 1973, le gouvernement procéda, alors, à la promulgation de la loi sur le gardiennage des enfants : chaque commune est désormais obligée d'organiser la garde journalière de tous les enfants qui en ont besoin. Avant la promulgation de cette loi, il y avait quelque 37.000 places de garderie ou de crèche. Dans l'année de la promulgation, ce chiffre a plus que doublé. Aujourd'hui, il y a plus de 150.000 places disponibles mais les besoins ne sont pas encore couverts. De plus, à cause du travail de nuit et du travail d'équipe, on manque de structures d'accueil adaptées. Les gardes parascolaires (études, etc.) sont à peine envisagées. Une "solution expérimentale", qui a été introduite ces dernières années, inquiète vivement les féministes : il s'agit de l'"allocation de garde à domicile", attribuée à celui des parents qui demeure à la maison pour garder un ou plusieurs de leurs enfants.

En 1980, sur proposition de la Commission pour l'égalité des sexes, le gouvernement a adopté un programme pour le progrès de l'égalité en éducation, culture, travail, droit familial, politique sociale, participation, coopération, etc. Mais les tensions s'exacerbent entre les perspectives sociales de ce programme et les "rationalités" d'une économie de crise.

Ce qui ne coûte rien est entrepris relativement facilement : ainsi, les pouvoirs publics s'efforcent de rendre plus mixte le métier de puéricultrice et organisent la possibilité pour le père de prendre une partie du congé de maternité.

### Le féminisme

Bien comprendre les spécificités du mouvement féministe finlandais est difficile. On ne dispose que de rares livres, écrits en finlandais ou en suédois, d'un magazine féministe dans chacune de ces deux langues, incompréhensibles pour moi. Je n'ai donc pu que m'informer à partir de conversations à bâtons rompus, en anglais et parfois, mais rarement, en français et à partir d'un article en anglais.

La première vague du mouvement féministe finlandais a été très importante et a obtenu des succès précoces. Dès la fin du 19e siècle se sont créés les premières associations et fédérations d'associations (*Unioni Naisasia-liito Suomessa*, Union de l'alliance féminine finlandaise, qui sera l'équivalent de notre Conseil national des femmes mais a été créée dès 1892) luttant pour l'un ou l'autre aspect de la condition des femmes.

A partir de 1899, les femmes finlandaises sont très nombreuses à participer à la lutte pour l'indépendance nationale, qui sera consacrée en 1917. Au cours de cette lutte, elles publient un journal féministe clandestin, dont le titre peut se traduire par *Libres propos*. Elles sont très nombreuses aussi à participer tant à gauche qu'à droite, à la lutte sociale (Blancs Rouges). La lutte féministe pendant toute cette période porte sur la question du droit de suffrage (une manifestation publique réunit plus de 1000 femmes de toutes les classes sociales en 1904), l'égalité des salaires, l'accès à la fonction publique, la prohibition de la prostitution, la réforme des lois matrimoniales,...

En 1906, la réforme électorale accorde le suffrage universel aux hommes et aux femmes de plus de 24 ans. Les Finlandaises sont ainsi les premières d'Europe à avoir accès au pouvoir politique. Aux premières élections de 1907, 19 femmes ont été élues au Parlement, soit 11 socialistes, 5 communistes et 3 dans les formations politiques de droite. Les années suivantes, elles ont été un peu plus nombreuses, puis le chiffre est légèrement redescendu. Leur présence au parlement est cependant demeurée relativement importante. Actuellement, elles représentent plus ou moins un quart des parlementaires.

Les féministes des débuts ont eu à l'égard des travailleuses une attitude paternaliste. En cela, elles ne faisaient que reproduire le comportement des organisations syndicales. Mais bientôt

ces organisations syndicales deviennent plus socialistes et s'intéressent à leur manière aux travailleuses. Des centrales composées uniquement de femmes syndiquées sont créées, et certaines d'entre elles subsistent encore aujourd'hui. Cela ne semble pas influencer spécifiquement les conditions de vie et de travail des femmes.

De son côté, le mouvement féministe est, comme partout ailleurs en Europe, profondément affecté par la guerre de 14-18. Les féministes désertent leurs propres organisations. Certaines se transforment en dames d'œuvres. Entre les années '20 et '60, l'*Unioni* se contente d'organiser chaque année un marché de Noël pour les femmes : les chercheuses féministes qui retracent l'histoire de leur mouvement s'occupent aujourd'hui de la première vague du féminisme : un jour viendra où elles devront courageusement analyser cette période de reflux, que tous les mouvements ont connue après la 1ère guerre mondiale.

Au cours des années '60, la nouvelle vague féministe se développe, marquée, une nouvelle fois, par le courant anglo-saxon et particulièrement par les Américaines. Le mouvement féministe finlandais a deux racines, l'une parmi des femmes résolument "apolitiques", l'autre parmi des femmes qui rejettent le caractère autoritaire et phallogratique des formations politiques de gauche. Il est possible que ces deux racines recoupent les structures linguistiques du mouvement : d'un côté les féministes d'expression suédoise, d'origine plus bourgeoise, et de l'autre, les féministes d'expression finnoise. Cependant, un groupe féministe nettement de gauche (*Kvinnoligan*) est d'expression suédoise et situé à Turku.

Au début du mouvement, les Finlandaises ont connu, comme les Hollandaises, un groupe féministe mixte, le Group 9, qui s'efforçait de briser le mythe de la spécificité des rôles sexuels. Mais ce groupe n'a pas fait long feu.

Vers 1974 s'est constitué alors le groupe d'expression suédoise *Feminist Feministerna*, puis un foisonnement de petits groupes de prise de conscience, qui se font et se défont continuellement. Parallèlement, les féministes d'expression finnoise se sont faites membres de l'ancienne *Unioni*. Cette initiative est incompréhensible pour nous. Peut-être faut-il l'attribuer à la personnalité exceptionnelle de la présidente de l'*Unioni* ce moment-là ?

Toujours est-il qu'à l'*Unioni*, après plusieurs années de débats assez violents entre les femmes traditionnelles et les féministes, c'est la tendance féministe qui l'a emporté. Elle se trouve actuellement à la tête de l'*Unioni*. La plupart des anciennes ont quitté. Les féministes disposent ainsi d'une



infrastructure confortable : maison bourgeoise, bibliothèque, subsides... Elles ont aussitôt déboursé la maison, qui a pris l'allure de nos maisons de femmes, mais se trouvent à la tête de certaines responsabilités traditionnelles, comme celle qui découle de la participation de l'Unioni (depuis 1908) à l'Alliance Internationale des Femmes et la charge d'organiser cette année le 26e congrès triennal de celle-ci.

Du fait de leur responsabilité à l'Unioni, les féministes sont entendues, sinon écoutées, tant par la presse que par les organisations sociales et politiques. Elles sont critiquées et attaquées pour leurs prises de positions, mais considérées comme représentant un mouvement, une force (faible) socio-politique. Un autre avantage de cette mainmise sur l'Unioni est de supprimer la possibilité pour les femmes traditionalistes de se faire entendre comme représentantes des femmes.

L'Unioni fait office de "Maison des Femmes". Des groupes s'y réunissent, certains y sont installés à demeure. Parmi ceux-ci, citons le mouvement des "Femmes pour la Paix". Celles-ci, bien connues en Europe, ont encore organisé, cette année, une "Marche pour la paix" vers Moscou, où elles ont été fraîchement accueillies. Elles diffusent une "Lettre pour la paix", que chacune d'entre nous est invitée à leur renvoyer.

Un groupe de féministes qui siège à l'Unioni a entrepris la publication d'un magazine, *Akkaväki*. Ce n'est pas un magazine de femmes, mais un magazine féministe, qui tire à quelque 2.000 exemplaires et se vend environ 110 FB. Il comporte quelques pages sur papier glacé, de lecture relativement facile, illustrées de dessins et de photos, et une partie centrale, plus austère, dactylographiée, qui est consacrée à un point d'analyse de niveau plus théorique. Écrit en finnois, ce magazine n'est diffusable qu'en Finlande. Il touche 0,1% des lectrices potentielles (femmes âgées de 20 à 65 ans). C'est beaucoup et c'est peu. Beaucoup parce que à partir de ce tirage un magazine peut vivre, si les collaboratrices ne sont pas payées. C'est peu si l'on tient compte de tous les atouts culturels de la Finlande, qui devraient favoriser une bonne diffusion des idées féministes. La presse y est très bien implantée. En 1981, il y avait 94 quotidiens, totalisant 2.900.000 lecteurs. Le dixième quotidien en ordre d'importance tire encore à 63.000 exemplaires. Helsinki est dotée d'une des plus grandes librairies universitaires du monde. Selon les dernières statistiques disponibles (1977), la moitié des femmes sont allées, cette année-là, au moins une fois au concert ou à l'opéra, 60% sont allées au moins une fois au théâtre, 40% aux expositions. Une femme sur trois a lu dans l'année plus de trente livres. Les femmes fréquentent plus les bibliothèques que les hommes et regardent moins la télévision. La vie culturelle est "bien portée" et le public est moins hostile qu'il ne l'est en Belgique à tout ce qui relève

de la vie intellectuelle et du mouvement des idées. C'est pourquoi, le tirage de *Akkaväki* est à la fois une réussite et en même temps insuffisant.

L'année passée, un groupe de féministes ayant son siège à l'Unioni a décidé d'ouvrir une *Women's Academy* qui a fonctionné comme Université d'été ces deux dernières années, mais qui voudrait devenir permanente. Pour réaliser ce projet, le groupe va organiser l'année prochaine un colloque avec les autres groupes féministes qui, dans les pays nordiques, ont les mêmes activités de formation. A vrai dire, les séminaires féministes parallèles qui avaient été programmés en même temps que la session de l'Alliance Internationale des Femmes avaient déjà pour objectif de faire le point sur les résultats et les difficultés rencontrées par celles qui organisent ces programmes de formation féministe pour les femmes. Les séminaires alternatifs n'ont pas eu lieu, faute d'inscriptions, et l'année prochaine, il est plutôt prévu de passer des accords entre les féministes des pays scandinaves pour pouvoir assurer l'ensemble d'un programme et couvrir les matières demandées. Les cours d'été ont pu se réaliser grâce à l'intervention d'une mécène. En effet, une riche Finlandaise, déjà âgée, désabusée d'un amant et du fils de celui-ci, qu'elle avait adopté, a voulu se défaire d'une partie de sa fortune pour punir ces deux ingrats. Elle a fait don d'une merveilleuse villa en bois, de style colonial, complètement meublée, entourée d'un joli jardin et située au bord de la Baltique, dans la banlieue d'Helsinki. Un rêve, quoi ! Ainsi, cette année, une bonne vingtaine de femmes ont passé là plusieurs semaines euphoriques à développer une réflexion sur les questions féministes actuelles. Pour animer ces formations, ou plus exactement ces auto-formations, le groupe de départ a fait appel notamment à plusieurs chercheuses universitaires, membres du groupe des chercheuses féministes.

Ce groupe des chercheuses féministes au sein des universités s'est constitué voici moins d'un an. Il a pour but d'orienter les travaux de recherche des femmes dans une perspective féministe. En Finlande, plus de la moitié des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes (elles ont accès à l'université depuis 1901). Plus de la moitié des certifiés (1er diplôme) sont des femmes, mais celles-ci forment seulement 23% des licenciés et 24% des détenteurs de thèses de doctorat. En ce qui concerne la recherche au sein des universités, on peut souligner que depuis sa création, la Commission pour l'égalité demande et encourage des recherches sur la condition des femmes. Ces recherches sont assez classiques, elles établissent des comparaisons entre la situation des hommes et des femmes, etc. Elles sont trop rarement publiées. Mais, de plus, les féministes considèrent qu'elles ne remettent pas en cause les fondements de la science. Or, beaucoup conviennent aujourd'hui

qu'une hypothèse féministe souvent remet en question des résultats scientifiques reçus comme définitifs. Les chercheuses associées (elles sont actuellement plus ou moins 140) se réunissent une fois par mois, font état de leurs recherches, se soutiennent dans la carrière universitaire, s'efforcent de promouvoir des travaux d'étudiantes dans des domaines féministes... Elles proviennent de toutes les disciplines et pas seulement des sciences humaines, comme si souvent. Des choses surprenantes sont dites dans les domaines de la médecine, de la biologie, etc. Elles collaborent avec les autres groupes féministes, donnent des cours, font des articles, mais sont souvent critiquées pour leur manque de participation aux activités féministes (organisation de manifestations, expédition du magazine, etc.).

Toutes les féministes conviennent cependant de la nécessité de ce travail scientifique au sein des universités. En effet, en Finlande comme ailleurs, les publications féministes sont lues seulement par des femmes, si bien que ces idées et théories nouvelles ne font pas partie du bagage commun. A l'université, le caractère scientifique de l'institution oblige l'ensemble de la communauté scientifique à tenir compte de ces travaux et publications, ne fût-ce que pour évaluer les projets, juger les résultats et tenir compte des données nouvelles. Les féministes hollandaises déjà avaient observé le même résultat : les "patrons" de la recherche scientifique sont tenus de connaître les thèses et travaux féministes au sein de l'université.

Enfin, un groupe de féministes a ouvert un petit café de femmes. Il y a là cinq ou six tables où l'on peut prendre une boisson et croquer un sandwich à l'heure de midi. Des livres, des magazines féministes sont à la disposition des consommatrices. Aux murs, une exposition d'œuvres de femmes, souvent des photos. Ce café n'est pas réservé aux femmes. A midi, les gens qui travaillent dans les bureaux voisins y passent. Ceux qui s'intéressent aux expositions également. Après l'heure de fermeture, le café des femmes est disponible, sur demande, pour les groupes de femmes qui voudraient y tenir une réunion.

Ainsi passés en revue les principaux groupes structurés, reste à parler des luttes.

Les féministes ne sont pas satisfaites de la situation en matière de contraception et d'avortement. L'avortement n'est pas réellement libre, bien que depuis la loi de 1970, il puisse être demandé tant pour des raisons médicales que pour des raisons sociales. Les féministes n'admettent pas que le fait même de devoir avancer ses raisons, laisse, en principe, le médecin, juge de la décision. On a beau leur faire observer que l'on ne connaît pas réellement de cas de refus et que selon toutes les enquêtes, les avortements se passent dans de bonnes conditions et en milieu hospitalier, il est un fait que le médecin, hormis les problèmes de santé, n'a pas à intervenir dans cette

décision. L'intervention financière est minime, et traitée comme les autres soins de santé en milieu hospitalier. La consultation en matière de contraception relève des services gratuits des centres de consultation pour la maternité. Les contraceptifs ne sont pas gratuits, et les féministes estiment qu'ils devraient l'être.

En 1973, année où le taux de natalité était le plus bas (12,2%), il y a eu quelque 57.000 naissances (dont environ 3.410 illégitimes) et 23.000 avortements (dont 12.000 demandés par des femmes seules, veuves, divorcées, etc.), soit au total 41 avortements pour 100 femmes en âge de procréer. Depuis cette époque, la natalité remonte légèrement et le nombre d'avortements aurait diminué d'un tiers. Rappelons que parallèlement à cette évolution, le taux d'activité des femmes (femmes actives sur l'ensemble des femmes) est passé de 56,7% à 58,6%, ce qui dément les corrélations que l'on établit dans nos pays entre baisse des taux de natalité et hausse des taux d'activité des femmes. D'autre part, pour la même période, le nombre de places en crèche ou garderie a doublé, voire triplé, si on prend une autre source statistique.

Le congé de maternité est actuellement de 12 mois. Il est payé à raison de 30% du salaire perdu pendant les trois premiers mois et 70% pour le reste de la période. En 1983, toute la durée du congé sera indemnisée à 80%. A partir du quatrième mois, le père ou la mère peut le prendre. Actuellement, 15% de pères utilisent la faculté de prendre le congé de maternité pendant la deuxième période de celui-ci. A la naissance d'un enfant, tous les pères disposent de 6 à 12 jours de congé indemnisés.

Les féministes demandent de poursuivre cette politique : élargir la période susceptible d'être prise par le père ou la mère, et améliorer la couverture financière.

D'autre part, elles demandent de poursuivre le développement de la garde des enfants, dont nous avons vu plus haut les insuffisances. Par contre, elles s'opposent à toute idée d'allocation pour le travail ménager, qui risque d'être développée par l'intermédiaire de l'allocation de garde à domicile dont nous avons parlé plus haut également.

Elles demandent de poursuivre énergiquement la mixification des métiers d'éducation, depuis la puériculture jusqu'aux autres niveaux de l'enseignement.

Elles veulent aussi que l'on profite des consultations prénatales, très fréquentées par les futures mères (obligatoires avant l'octroi des allocations de naissance) pour donner aux deux parents une information sur le sens de la "démocratie conjugale" et sur le sens d'une éducation dans l'égalité des sexes pour leur enfant à venir.

En ce qui concerne le chômage et le droit au travail, les féministes se sont prononcées pour une réduction du



temps de travail et le partage du travail disponible. En ceci, elles ne se sont pas fait "bien voir" des organisations syndicales qui estiment que, pour le moment, à cause de la crise, le patronat ne peut financer cette réduction du temps de travail sans perte de salaire (les limites de la social-démocratie en période de crise !). Elles estiment aussi qu'une allocation de chômage, personnelle, égale pour les hommes et pour les femmes, sans référence au salaire du conjoint, doit être attribuée à tous les demandeurs d'emploi. Pour comprendre cette revendication, il faut connaître le double mécanisme des prestations qui, en Finlande, dépendent d'une part, de l'action sociale (équivalent de notre assistance sociale) et d'autre part, de l'assurance sociale (équivalent de la sécurité sociale).

Les prestations de chômage attribuées par l'Etat dans le cadre de l'action sociale tiennent compte de l'état de besoin (et donc des revenus du conjoint). Les revenus des hommes étant plus élevés, les femmes sont le plus souvent privées de ce droit. D'autre part, on estime que cette référence est discriminatoire à l'égard du mariage. Le gouvernement et les organisations syndicales reconnaissent l'insuffisance actuelle de ces prestations minimales, mais ne semblent pas prêts à les modifier dans le sens de l'égalité.

Ces questions ne se posent pas pour les prestations qui découlent de la sécurité sociale et des cotisations versées aux organisations syndicales. Ces prestations sont généralement proportionnelles au salaire antérieur le plus élevé.

L'égalité dans l'emploi est loin d'être réalisée. Certains secteurs sont féminisés et les niveaux les plus bas également. Pour lutter contre cette situation, les féministes demandent que l'Etat soit l'employeur modèle ! Que dans l'administration et dans l'enseignement, il n'y ait désormais, par secteur ou par niveau, pas plus de 60% de travailleurs du même sexe.

Les féministes demandent aussi des "discriminations positives" pour réaliser une meilleure intégration des femmes dans les organisations syndicales. Elles estiment que cette place des femmes doit refléter leur proportion dans les membres.

En ce qui concerne les mass media dépendant des pouvoirs publics et subventionnés par eux et donc financés par les recettes fiscales des femmes comme des hommes, les féministes estiment que, tant le personnel que le temps d'émission que l'orientation des émissions doit être revu pour assurer une plus large place aux femmes et aux idées favorables à l'égalité des sexes.

Afin de réduire l'éventail des salaires qui s'est creusé entre les hommes et les femmes, les féministes estiment que le moyen le plus sûr et le plus radical est de procéder au relèvement du salaire minimum et à la fixation légale d'un salaire maximum.

En ce qui concerne le développement de la recherche, elles demandent que s'instaure dans toutes les universités des *Women's studies*. Elles pensent que le contrôle du bien-fondé de l'utilisation des fonds publics destinés aux *Women's studies* pourrait se faire par l'intermédiaire des groupes féminis-

tes. On éviterait ainsi le risque de soutenir des recherches réactionnaires sur la condition de la femme.

Elles demandent que l'aide au tiers monde tienne compte de l'égalité des sexes tant du côté finlandais qu'en ce qui concerne l'utilisation de cette aide par les pays en voie de développement.

Enfin, dans un domaine politique général, elles s'opposent énergiquement au développement de l'énergie nucléaire où, cependant, s'est engagé le gouvernement. Ici encore, elles sont en opposition avec de larges fractions de la gauche, qui ne voit pas d'autre solution pour réduire la dépendance énergétique de la Finlande.

Toutes ces revendications et ces points de vue sont d'ordre social. Le féminisme finlandais est fort axé sur les revendications sociales. Cependant, les problèmes interpersonnels et psychologiques sont présents. A la suite des Américaines et des Suédoises, les Finlandaises se lancent dans la lutte contre la pornographie. Elles ont été très impressionnées par une campagne d'affichage faite récemment en Suède et qui précisait sur le buste complètement nu d'un homme que la pornographie est le fait des impuissants. Elles comptent aussi s'en prendre au développement relativement récent, en Finlande, du sex-business (sex shops, etc.).

Le divorce continue à augmenter régulièrement. Dans 90% des cas, ce sont les femmes qui le demandent. On avoue que le partage des tâches domestiques ne progresse guère.

Ainsi nous nous trouvons dans un pays où l'indépendance économique des

femmes est largement réalisée. Mais cette indépendance ne s'accompagne pas d'une amélioration des relations entre hommes et femmes. Au contraire. Beaucoup de femmes s'habituent à vivre seules, à élever seules leurs enfants. Elles reconnaissent que cela ne résout en rien le problème des relations entre les sexes...

Hedwige Peemans-Poullet

### Quelques adresses...

#### Commission de l'égalité des sexes

Korkeavuorenkatu, 47 B  
00130 Helsinki 13

#### Unioni Naisasialiitto Suomessa

Bulevardi 11 A  
00120 Helsinki 12

#### Magazine "Akkaväki"

Responsable : Siru Laaja  
Bulevardi 11 A 1  
00120 Helsinki 12

#### Café "Moni Nainen"

Kasarminkatu, 16  
00100 Helsinki 10

#### Groupe des chercheuses

Responsable : Rita Jallinoja  
Department of Sociology  
Franzeninkatu, 13  
00500 Helsinki 50

#### Women's Academy

Responsable : Lea Rantanen  
Adresse permanente  
(surtout en hiver) :  
c/o Unioni Naisasialiitto Suomessa  
Bulevardi, 11 A 1  
00120 Helsinki 12

Lieu des cours :  
Villa Salin  
Tiirasaarentie, 2  
00200 Helsinki 20

## Helsinki, du 25 juillet au 1er août 1982 26e CONGRES DE L'ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES

Tous les trois ans, l'*Alliance Internationale des Femmes* tient un congrès qui analyse les progrès réalisés dans les objectifs fixés antérieurement. Des commissions régionales font un rapport sur la situation dans leurs zones respectives en Asie, Afrique, Europe, Amérique du Nord...

Des commissions par thème (droits civils et politiques, économie, éducation, habitat...) mènent une réflexion continue et font des analyses dont elles présentent les conclusions partielles à ce même congrès.

L'*Alliance Internationale des Femmes* a des relations formelles ou informelles avec d'autres organisations internationales (ONU, UNESCO, Conseil de l'Europe, Unicef, FAO, O.I.T.,...).

Pour comprendre l'impact de l'*Alliance Internationale des Femmes*, il faut en retracer brièvement l'histoire. L'idée de créer une organisation internationale a été lancée par Susan B. Anthony et Carrie Chapman Catt, à

une conférence tenue à Washington en 1902 par les mouvements féministes engagés dans la lutte pour le suffrage en Australie, Canada, Allemagne, Grande-Bretagne, Norvège, Suède, Etats-Unis. A cette conférence, ces mouvements décidèrent de réunir un deuxième congrès, à Berlin en 1904. Là fut décidée la création de l'*Alliance Internationale pour le suffrage des Femmes*. A ce moment, seuls quelques Etats des Etats-Unis, une bonne partie de l'Australie, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande accordaient le droit de vote aux femmes. A chaque congrès de l'*Alliance Internationale pour le suffrage des femmes*, les mouvements suffragistes faisaient rapport sur leurs actions sur les progrès réalisés et parfois sur la victoire remportée.

En 1920, au congrès de Genève où 34 pays étaient représentés, dont 25 membres de l'*Alliance*, on a pu constater que le nombre de pays accordant maintenant le droit de vote aux fem-

mes rendait le processus irréversible (parmi les pays d'Europe : Finlande, Norvège, Danemark, Islande, Russie, Allemagne, Grande-Bretagne, Irlande, Autriche, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Pays-Bas, Suède, Grand-Duché de Luxembourg, pays Baltes). De plus, comme les traités de paix qui avaient suivi la guerre 1914-1918 stipulaient que là où les plebiscites devaient être organisés, les femmes y participeraient au même titre que les hommes, comme le pacte de la Société des Nations avait stipulé que toutes les fonctions de la Société étaient accessibles aux femmes et aux hommes, et enfin, comme les articles du Traité de Paix instituant l'Organisation Internationale du Travail avaient établi le principe « du salaire égal sans distinction de sexe pour un travail de valeur égale », les membres de l'*Alliance Internationale pour le suffrage des femmes* ont considéré que la partie était gagnée. Elles pensaient, en effet, que la reconnaissance d'un droit en-

trainait la réalisation dans les faits. L'*Alliance* décida donc d'élargir son programme de lutte pour les femmes à l'ensemble des droits politiques, individuels, familiaux, économiques, culturels et moraux.

Elle se transforma plus tard en *Alliance Internationale des Femmes* et poursuivit son action au ralenti.

Après la deuxième guerre mondiale, ce sont les problèmes des femmes du tiers monde qui commencent à occuper le devant de la scène. Ces préoccupations sont portées à l'*Alliance* par les conférences ou séminaires régionaux, dont beaucoup sont organisés en collaboration avec l'UNESCO. Bien que l'*Alliance* soit constituée d'associations non-gouvernementales, mais reconnues (ce qui dans certains pays est lourd de conséquences), il est évident que des membres actuels n'ont plus du tout le caractère militant qu'avaient les suffragettes des débuts. Il s'agit de structures sclérosées, ou les représentantes



s'écoutent parler, s'auto-félicitent et s'entre-ratiffent. Mais le plus grave, c'est que les femmes des pays occidentaux et des pays sous-développés y entretiennent un dialogue de "bonnes sœurs". Souvent on entend proposer pour les femmes du tiers monde des solutions qu'elles confineront à long terme dans les structures familiales, et ressemblent étrangement à celles que l'on proposait aux femmes de la classe ouvrière dans l'Europe du XIXe siècle. Souvent on nous "invite" à comprendre les coutumes locales, les spécificités ethniques et culturelles, comme s'il fallait que dans les pays du tiers monde, les femmes soient constituées en "gardiennes de la tradition" pendant que les hommes, entraînés de gré ou de force dans le sillage de l'économie moderne, participent à la culture moderne.

Toutes celles qui ont participé aux

congrès de Mexico ou de Copenhague pourront apprécier l'ambiguïté de ces propositions. Lorsque les féministes interviennent, elles ne sont pas entendues. On leur dit que le féminisme n'est valable que pour les pays développés. Et cependant, nous connaissons des féministes du tiers monde, parfois spécialisées dans les problèmes de développement, qui tiennent pour les femmes du tiers monde un tout autre langage. Il se passe ici quelque chose comme si les non-féministes du tiers monde venaient chercher l'approbation de non-féministes des pays occidentaux pour continuer à promouvoir leurs préoccupations traditionnelles. Les non-féministes des pays occidentaux, le plus souvent regroupées dans des organisations telles que les "Conseils nationaux des femmes", cherchent maintenant à divers niveaux sociaux ou politiques à se

présenter comme les représentantes des femmes des pays occidentaux cet appui qu'elles donnent aux positions réactionnaires pour les femmes dans les pays du tiers monde. C'est en partie pour cette raison que les féministes qui en Finlande avaient la responsabilité de l'organisation de ce congrès, y avaient invité, parallèlement, des organisations féministes. Seulement, celles-ci ne se sont guère déplacées, et la contestation n'a pas eu lieu. Il faudra cependant que nous, féministes, arrivions, en nous organisant avec les féministes du tiers monde, à formuler d'autres modèles pour les femmes du tiers monde.

*Modèles d'emploi pour les années 80*, tel était en effet le thème de ce congrès, qui s'est attaché aussi bien à évaluer les progrès de la ratification de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toute forme de dis-

crimination à l'égard des femmes (adoptée par l'A.G. des Nations Unies, le 18 décembre 1979) qu'à discuter des perspectives d'emploi dans le milieu rural des pays en voie de développement ou de la formation des femmes dans les métiers qui ne sont pas traditionnellement féminins. Le "sujet du jour", l'impact des technologies nouvelles sur l'emploi des femmes, revenait continuellement dans les discours, mais rien de bien neuf ou de bien revendicatif n'a été dit de 160 participantes, des intervenantes d'Afrique et d'Asie aussi bien que des Organisations Internationales. Parmi ces dernières, un vibrant appel de Mme Helga Barraud qui, après avoir rappelé la philosophie du Programme d'action-coopération de l'UNESCO, a estimé que les organisations de femmes des pays du tiers monde pourraient y faire appel beaucoup plus qu'elles ne le font.

## Une vie engagée EMILIENNE BRUNFAUT

Emilienne Brunfaut (Steux de son nom de jeune fille) est née en 1908 à Dottignies. Toute sa vie est marquée par ses engagements socialistes, syndicalistes et féministes.

Au cours du mois de juillet, nous avons interviewé Emilienne Brunfaut pour poursuivre notre répertoire des féministes belges depuis 1830... Cet entretien nous a paru si riche que nous avons voulu le restituer ici. Emilienne Brunfaut nous a surtout parlé de sa vie jusqu'aux lendemains de la guerre 40-45. Son rôle après la seconde guerre nous est d'ailleurs plus familier.

Nous savons que très fréquemment, elle représente ou est désignée comme expert par la FGTB ou la CES dans des instances nationales et internationales : ONEm, CEE, ONU, OIT,...

Nous savons qu'en 1975 elle était co-présidente du Comité National Belge pour l'Année Internationale de la Femme ; que, depuis sa création en 1975, elle est vice-présidente de la Commission du Travail des femmes au ministère de l'Emploi et du Travail et que, de 1978 à 1981, elle a été présidente de la Commission consultative de la condition de la femme.

Emilienne Brunfaut a écrit de très nombreux articles, rapports, dossiers. Encore aujourd'hui, elle prépare la publication d'une enquête, « La motivation des études chez les jeunes filles » (à paraître fin 1983).

Etant souffrante en ce moment, elle n'a pu relire notre texte, établi le plus honnêtement possible.

### L'enfance : des souvenirs douloureux et des modèles enthousiasmants

E.B. — Je suis née dans un joli petit village, Dottignies, mi-industriel, mi-agricole, le 11 mai 1908. Village de

5.000 habitants, à 5 km de Roubaix et à 15 km de Lille. Je suis donc une "frontalière". Jusqu'à l'âge de 25 ans, je ne savais pas très bien si j'étais belge ou française. J'ai travaillé en France ; c'est à Lille que je me suis achetée ma première robe, que j'ai connue le théâtre, la musique. Maintenant, tu sais tout de moi.



*Chronique — Parfait ! Alors, on peut commencer.*

E.B. — Au village, il y avait une certaine de fermes, pas d'ouvriers agricoles, les fermiers étaient de petits indépendants. Le gros de la population travaillait dans les usines de textile : tissage, filage, teinture, ... Il y avait assez bien d'usines.

Les travailleurs venaient de loin. Nous avions beaucoup de travailleurs flamands. Par contre, beaucoup d'habitants du village travaillaient en France. Aussi loin que je me souviens, des hommes partaient travailler en France. Ils partaient à 5h. du matin le lundi, y restaient toute la semaine et revenaient le samedi soir, vers 8 ou 9 heures. Parmi ces travailleurs figurait mon grand-père, qui faisait la navette chaque semaine.

*Chronique — Ton grand-père et tes parents viviez sous le même toit ?*

E.B. — Oui, j'ai perdu maman à 4 ou

5 ans. Maman avait alors 28 ans. Ses parents habitaient chez nous depuis ma naissance. Le milieu familial m'entourait beaucoup. Papa, lui, était directeur de la coopérative. Il n'y a pas été "propulsé". Il l'a vraiment construite. A l'âge de 19 ans, il avait installé une coopérative ouvrière avec des subsides de la Prévoyance Sociale (la société d'assurance du parti). Alors, se sont agglutinés à la coopérative le syndicat, la mutualité et l'information (c'est-à-dire la diffusion des petites feuilles).

*Chronique — En quoi consistait le travail à la coopérative ?*

E.B. — C'était une coopérative de vente. On vendait des vêtements et des aunages (on appelait ainsi tout ce qui était textile). Cette coopérative desservait 23 localités. Le matin, les voitures avec les chevaux partaient pour livrer. Le syndicat et la mutuelle



avaient donc la même zone d'influence. C'est grâce à tous ces contacts que papa a pu créer plusieurs "Maisons du Peuple". Il les faisait construire ou achetait une maison, qu'il transformait en "Maison du Peuple". Notre région était bien pourvue de ces lieux de rencontre pour travailleurs.

**Chronique** — *Avais-tu des frères et sœurs ?*

E.B. — J'ai un seul frère, qui avait 2 ans de moins que moi. Il avait 2 ans quand maman est morte.

**Chronique** — *Ce frère joue-t-il un rôle important dans ta vie ?*

E.B. — Oui, mais plus tard, quand j'étais plus âgée, et maintenant encore. Je ne me suis pas rendu compte de l'importance d'un frère quand il était petit. Il était le petit. Moi, j'étais la grande ! Plus tard, nous avons toujours été sur la même longueur d'onde. Maman était une militante. Elle allait porter la "petite feuille" et les informations un peu partout.

**Chronique** — *Quel souvenir gardes-tu de ta mère ?*

E.B. — Un douloureux souvenir d'avoir vu maman malade longtemps, et opérée et réopérée, et tout ; une maman très douce, qui m'a adorée ; des grands parents qui m'adoraient ; un père qui n'était jamais à la maison mais, quand il y était, il en valait dix. Quand maman est morte, il rentrait, il chauffait son lit, venait me prendre dans mon petit lit et me mettait dans la place bien chaude... Toute la famille m'a entourée de beaucoup d'affection ; je ne peux pas me plaindre... Ce qui m'a beaucoup marquée, c'est que je ne me suis pas du tout entendue avec la seconde femme de mon père...

**Chronique** — *Quand s'est-il remarié ?*

E.B. — J'avais 6 ans...

**Chronique** — *Ton père avait rencontré sa seconde femme dans le mouvement ?*

E.B. — Non, il l'avait rencontrée chez une amie de la famille. Note bien qu'elle a connu papa avant qu'il n'épouse maman. Déjà alors, elle avait dit à sa sœur combien cet homme lui plaisait. Quand il a été veuf, eh bien... Elle avait un fils, c'était une "mère célibataire", que papa n'a pas pu adopter parce qu'il était né pendant son mariage. Mais ce fils était très gentil, et je me suis très bien entendue avec lui. Seulement, ma belle-mère, ça n'allait pas du tout avec moi. Je te raconte un petit fait. Elle voulait que je l'appelle "maman". Moi, je lui disais : « Mais non, tu n'es pas ma mère. » Mon frère, qui était beaucoup plus petit, l'a acceptée plus facilement. Moi, j'étais irréductible...

**Chronique** — *Mais, à ce moment-là, les grands-parents ont aussi quitté la maison ?*

E.B. — Oui, elle ne les a pas volontairement chassés... C'est indirectement que cela s'est fait...

**Chronique** — *Où vas-tu à l'école ?*

E.B. — Je vais à l'école communale qui est dirigée par une religieuse, Sœur Marie-Ludwine. Elle vit encore, et m'adresse encore des lettres ; c'est quelque chose de touchant. Mais cette école communale a été acquise de haute lutte. C'était la guerre scolaire dans toute sa splendeur. Il arrivait qu'on mette un enfant à l'école communale le matin, mais qu'on aille le chercher à midi parce que le père avait été menacé par son patron de perdre son emploi. Alors, nous, militants, allions le soir voir le père et le convaincre de remettre le lendemain matin l'enfant à l'école communale. Il le faisait, mais le lendemain midi, l'enfant retournait à l'école catholique !

**Chronique** — *Et cela malgré le fait que l'école communale était aux mains d'une religieuse ?*

E.B. — Oui. Et, de plus, l'école communale était installée dans un bâtiment du couvent ! Cette école communale était très bonne. On a eu des professeurs excellents. Moi, j'étais la seule de mon année. Je travaillais toute seule.

**Chronique** — *A quel âge termines-tu tes primaires ?*

E.B. — A onze ans et demi (1919).

**Chronique** — *Alors, qu'est-ce que tu fais ?*

E.B. — Après ça, je vais à l'Ecole moyenne de Pecq, en Hainaut. A ce moment-là, nous étions en Flandre Occidentale. J'y vais à pied ; ça fait 7,5 km. Papa m'avait donné un vélo pendant trois mois. Mais, comme je roulais trop vite, je faisais des chutes, j'avais trop chaud, je prenais des rhumes. Il a supprimé le vélo ! Il m'a dit : « La marche te fera beaucoup de bien ». Et voilà, je faisais 15 km par jour ! C'était gai quand il fallait traverser le canal de Saint-Léger ; comme les Allemands avaient fait sauter les ponts, il fallait emprunter une passerelle bien haute, avec le cartable, les bouquins et tout le bazar ! A l'Ecole moyenne aussi, j'ai eu la chance d'avoir une directrice très humaine, parlant un français excellent !

**Chronique** — *Qui fréquente cette école ?*

E.B. — C'est une école de filles. Nous étions 25 à 30, de milieux sociaux assez mélangés. Il y avait quand même des élèves de la classe ouvrière. Dans la classe ouvrière, on ne mettait pas tous ses enfants au travail. On aimait les faire étudier un peu, même les filles. Mais il y avait surtout des élèves des classes moyennes : artisans, commerçants et quelques nobles qui refusaient de mettre leurs enfants en internat. C'était l'époque où il n'y avait pas encore de cantines dans les écoles. Alors, on cherchait un endroit où aller manger à midi. Ainsi, moi j'allais chez des amis de papa ; le mari était professeur à l'Ecole moyenne des garçons et sa femme était directrice de l'école primaire des filles.

**Chronique** — *Tous les élèves devaient se débrouiller comme ça ?*

E.B. — Oui, il y avait des maisons où on en accueillait plusieurs...

**Chronique** — *Et les parents payaient les repas ? C'est alors du travail rémunéré pour les femmes au foyer qui accueillent des enfants ?*

E.B. — Oui. Cette école n'était pas comme les autres. La directrice avait des amis qu'elle invitait au cours de l'année. Alors, on faisait du théâtre.

**Chronique** — *Tu te fais des amies à l'école ?*

E.B. — Oui, mais après, nous ne nous sommes plus guère revues. Il faut te dire que je suis la seule à provenir d'un milieu politiquement engagé. Et je suis repérée comme telle. Ainsi, un jour, à un moment où le professeur avait quitté la classe pour se rendre chez la directrice, les élèves me disent : « Emilienne, chante un peu la chanson des élections de chez vous ! ». Alors, moi, debout sur le banc, je chante "Les catholiques par terre, mangeront tous la poussière...". Tout le monde rigolait. Malheureusement, le professeur est revenu et j'ai été punie...

**Chronique** — *Tes conceptions politiques ne faisaient pas l'objet d'ostracisme de la part de tes compagnes ?*

E.B. — Non, pas plus que les questions linguistiques. Nous vivions en Flandre wallonne et les réunions politiques se faisaient en français. Je ne dis pas que c'était bien... Mais c'était comme ça.

## Les débuts de la vie professionnelle

**Chronique** — *Après l'école moyenne, que fais-tu ?*

E.B. — Eh bien, je passe d'abord quelques mois à Bruxelles, chez une tante, et j'y suis, dans une école de commerce, des cours "intensifs" de sténodactylographie et de comptabilité. Tout juste pour ne rien savoir, mais on avait un diplôme ! Alors, figure-toi que, le comptable de la coopérative étant au service militaire, papa me dit : « Tu as fait de la comptabilité, tu pourrais faire son travail ! ». Moi, je t'avoue que j'ai toujours été attirée par les études de médecine, mais papa est mort sans le savoir. Je n'ai pas eu l'égoïsme de le lui avouer. Je savais que le salaire de papa, pour trois enfants, c'était tout juste... Papa partait du principe que le directeur de la coopérative ne devait pas gagner plus que les autres, c'est-à-dire pas grand chose... Donc, je n'ai rien dit. Je suis entrée à la coopérative et, pendant un an, j'ai travaillé comme une damnée, parce que j'apprenais la comptabilité en la faisant.

**Chronique** — *Ton frère a fait des études plus poussées ?*

E.B. — Non, mon frère, lui, ne voulait pas. Il n'aimait pas les études. Il n'y avait rien à faire...

**Chronique** — *Et après cette année de travail comptable ?*

E.B. — Après, je vais travailler dans un bureau d'assurances à Roubaix. J'avais une tante qui y travaillait et, comme elle prenait sa retraite, le patron m'a prise, et je me suis très bien amusée. Tu sais pourquoi ? Quand un travailleur devait se présenter au tribunal pour une affaire d'assurances, la veille au soir, j'allais le voir, et je lui expliquais ce qu'il fallait dire ou faire le lendemain ! Ainsi, je me souviens d'une Alsacienne qui avait eu le doigt coupé parce qu'il avait été pris dans une machine. Comme de grandes pancartes dans les ateliers interdisaient de toucher aux machines avant qu'elles ne soient arrêtées, l'Alsacienne aurait été jugée responsable de son accident et n'aurait rien touché. Alors, je lui ai suggéré de dire qu'elle ne savait pas lire le français... Et elle a eu gain de cause.

**Chronique** — *Tu as travaillé là longtemps ?*

E.B. — Oui, assez bien. Mais je faisais d'autres choses en même temps : je donnais des cours de solfège, j'allais beaucoup à la Maison du Peuple...

**Chronique** — *Tu ne parles pas de ton mari. Or, tu t'es mariée très jeune...*

E.B. — Oui, à 17 ans. Après une bonne dispute et quelques gifles de ma belle-mère, je pleurais à la gymnastique, et mon moniteur m'a dit : « Si tu veux, on se marie et plus personne ne te fera des misères ». Je me suis dit que c'était une bonne idée, et je l'ai épousé. Papa en a eu beaucoup de chagrin. Mais, qu'est-ce que tu veux, il ne savait pas s'occuper de ce qui n'allait pas entre ma belle-mère et moi ! Le mariage, je ne savais pas du tout ce que c'était. Je l'ai regretté tout de suite. Alors, je me suis dit : « Tu auras des enfants, et tout ça s'arrangera. » J'ai tout de suite voulu un petit, et j'ai eu un garçon, que j'ai perdu à l'âge de 7 mois. Il a eu une coqueluche et il a fait des convulsions. A ce moment, un enfant qui avait une coqueluche avant l'âge d'un an, on ne pouvait pas le sauver. Moi, j'en avais fait une belle en me mariant ! Mais je vais te dire que j'ai eu affaire au plus brave garçon que la terre ait porté. C'est lui qui, plus tard, est parti de la maison pour que je puisse divorcer. Il m'a dit : « Ce n'est pas une vie pour toi. Tu dois militer. Tu ne dois pas rester dans ce patelin. »

**Chronique** — *Et ce mariage a duré combien de temps ?*

E.B. — Sept ans. Nous avons vécu en camarades pendant trois ans, avant de nous séparer. On avait chacun la moitié de la maison, ou à peu près. Il respectait ça, et nous nous entendions très bien.

## Comment on devient militante

**Chronique** — *Comment et pourquoi es-tu devenue "militante" ?*

E.B. — Jusque vers l'âge de 18 ans, j'



mon militantisme était assez mince. Tu vois que je vivais dans un milieu familial très engagé. L'engagement était donc pour moi naturel. Depuis l'âge de 8 ans, j'avais appris à glisser dans les boîtes des circulaires aux périodes électorales. Quand j'avais 11 ans, on a fait une collecte pour les enfants affamés d'URSS ; cela suite à un voyage de Vandervelde en Union Soviétique. Alors, j'ai participé à cette collecte. Je n'en tire pas gloire. Simplement, j'étais dans le milieu, voilà.

*Chronique – Ton père t'encourageait, quand même ?*

E.B. – Non, pas vraiment. Mon père ne m'a jamais rien dit. C'est moi qui forçais papa à m'accepter, à me prendre avec lui.

*Chronique – Il trouvait quand même normal qu'une fille fasse ça ?*

E.B. – Oh oui ! Papa n'avait aucune prévention, aucun préjugé. J'avais 11 ans – ou à peine plus – quand je suis venue pour la première fois au Congrès National du Parti Socialiste. Bien sûr pas dans la salle, avec les délégués, mais à l'impériale. J'avais obligé papa à me prendre avec lui. C'est comme ça que j'ai pu voir et entendre Matteotti...

*Chronique – Il y a d'autres jeunes avec toi, d'autres parents qui emmènent leurs enfants ?*

E.B. – Oh non ! Je suis seule parmi des adultes. Je connais des jeunes, j'ai des petites amies, mais pas qui fassent la même chose que moi ou soient attirées par les mêmes choses... Je dois aussi te dire que, quand j'étais petite, j'étais un peu rejetée par toutes mes petites amies parce que maman était enterrée civilement !

*Chronique – Donc, tu situes les origines de ton militantisme dans la tradition familiale ?*

E.B. – Oui, mais pas seulement. Il y a mon père, mon grand-père (maternel), ma mère et le fait que, toute petite, je connaissais tout le monde. En plus, moi, je voyais ce que représentait le travail pour les femmes. Je les voyais toujours courir. Ça, c'est une image qui ne me quitte pas : les sirènes d'usine annonçaient l'ouverture des portes, et les femmes partaient de chez elles en courant, en mettant vite la clef sous le paillason, en emportant chez le voisin la casserole pour mettre le lait. Elles couraient pour être là au moment du deuxième coup de sirène... Le dimanche matin, je les voyais faire la lessive et le nettoyage. En moi-même, je plaignais ces femmes qui devaient tant courir pour travailler.

*Chronique – Les apparences ont changé, mais la réalité est restée similaire...*

E.B. – Je crois que la vie des femmes a beaucoup changé. Quand on a connu cette vie-là et que l'on voit la vie des femmes aujourd'hui, il me semble qu'il n'y a aucune comparaison. Tu

sais, cette vie sans machine à laver, même pas les machines à main : on lavait tout aux poignets et à la brosse, puis on mettait blanchir sur le pré, puis on relavait, on rinçait, on essorait, on suspendait ! Dans une localité comme la mienne, les hommes aidaient au travail de la lessive, par exemple : je pense que c'est parce que les hommes et les femmes ont toujours travaillé tous les deux...

*Chronique – Le mari aidait plus, dans le temps ?*

E.B. – A cette époque, la femme lessivait, et l'homme allait accrocher le linge, par exemple. Ou la femme nettoyait, et l'homme apportait des seaux d'eau. Je ne dis pas "partageait tout le travail", mais il était présent et aidait. C'est peut-être une tradition chez les travailleurs du textile. Avant, ce travail se faisait à la maison ; alors, les maris tissaient et les femmes filaient. C'était une communauté de travail...

*Chronique – Qu'on retrouve encore maintenant chez les petits artisans et les petits commerçants...*

E.B. – Oui. Si, par exemple, tu te trouves dans une région de métallurgie, là, les hommes ne font rien. Ça, c'est une chose que j'ai pu constater.

*Chronique – Selon toi, la classe ouvrière aurait perdu certaines traditions de solidarité entre hommes et femmes ?*

E.B. – Je dirais plutôt que certaines formes d'entente entre hommes et femmes ne se sont pas propagées.

*Chronique – Je crois qu'il faut aller plus loin. Les nouvelles formes de culture de masse ont plutôt tendance à opposer les femmes et les hommes. Quand tu parles des habitudes de "partage" entre mari et femme, cela se situe avant l'ère des appareils électroménagers, mais aussi et surtout avant l'ère de la TV, avant la diffusion massive des magazines féminins et de la religion du football pour les hommes...*

E.B. – Oui, mais à cette époque-là, il y avait déjà une différence très marquée. Le dimanche matin, les femmes faisaient le ménage, la popote et tout ce qui n'avait pu être fait au cours de la semaine. Tandis que les hommes, à ce moment, se rencontraient au café. Il y avait ceux qui allaient directement au café, et ceux qui allaient d'abord à la messe, et au café après. Moi, j'y suis toujours allée avec mon grand-père – pas avec mon père, qui travaillait le dimanche – mais avec mon grand-père. Que faisaient-ils au café ? Ils buvaient un verre de bière, ils ne se soûlaient pas (moi, je n'ai pas connu cette période où les hommes se soûlaient). Alors, ils avaient le temps de parler, ils se réunissaient pour parler.

## Le Comité national des femmes socialistes

*Chronique – Si on en revenait à ton action militante ?*

E.B. – Tu as vu comment se passe ma jeunesse. La 2ème phase commence avec le Comité National des Femmes Socialistes. En 1925, je crois, j'assiste à Mouscron à une conférence des Femmes Socialistes. C'était Mariette Adam, de Schaerbeek, qui en était la secrétaire (on dit toujours que c'est Isabelle Blume, mais c'est faux, Mariette Adam était la première secrétaire). A la fin de la conférence, Mariette Adam me dit : «Emilienne, tu devrais travailler avec nous». Moi, je lui dis qu'une conférence comme elle vient de faire, je ne pourrais pas le faire. Alors, elle me répond : «Tu sais faire une soupe aux poireaux ?». – «Oui». – «Tu sais expliquer comment tu la fais ?». – «Oui». – «Alors, tu peux exposer tout ce que tu penses». Ça, je ne l'ai jamais oublié. J'ai alors 17 ans, et le Comité fédéral du P.S. (donc à Menin) me désigne comme membre du Comité National des Femmes Socialistes...

*Chronique – Quelles sont les principales femmes de ce Comité ?*

E.B. – Il y a Lucie Dejardin, Joséphine Stas (Anvers), la femme de de Brouckère (Gertrude), Alice Heyman (Gand), Denise Durant (Borinage), Denise Delaunoit (Centre), Alice Meulin (région de Liège) Louise Brunfaut (Bruxelles, la femme de Fernand Brunfaut), Gabrielle d'Ieteren, Claire Baril. Et, mon Dieu, une que je ne peux surtout pas oublier, c'est Alice Pels, qui a été très effacée mais qui a fait un grand travail au plan international. Et j'oublie encore Sirène Blicek, qui a été pendant vingt ans Secrétaire générale des Femmes Prévoyantes flamandes.

*Chronique – Il y en a-t-il qui ont fait une carrière politique ?*

E.B. – Il y a eu Isabelle Blume et Marie Spaak. Quant à moi, je dois te dire que quand j'ai été désignée comme membre du Conseil fédéral du P.S., tout le monde voyait en moi un espoir politique. J'ai déçu tout le monde. Quand je me suis aperçue que c'était un "panier à crabes", je n'en ai plus voulu.

*Chronique – Comment fonctionne le Comité National des Femmes Socialistes ?*

E.B. – On avait deux semi-permanentes au Secrétariat ; on avait un journal, «La Voix de la Femme». Je dois dire que nous avons été très politisées, tant sur le plan national que sur le plan international. Nous faisions du bon travail. Nous allions créer partout des sections locales et régionales de Femmes socialistes. C'est-à-dire qu'après de la section locale du parti, il y avait très souvent une section des femmes socialistes.

*Chronique – L'entente entre femmes était bonne ?*

E.B. – Oui, il n'y avait pas de rivalités. On était toutes d'accord sur les principes fondamentaux et généraux. On s'occupait de tous les problèmes

depuis les problèmes de la vie quotidienne jusqu'aux questions internationales. Au Comité National du Parti, souvent le vote des femmes et celui des jeunes faisaient pencher la balance plus à gauche.

*Chronique – Tu estimes que les femmes étaient plus à gauche que les hommes, à ce moment ?*

E.B. – Oui, certainement. C'est d'ailleurs ce qui a tant dérangé ces Messieurs.

*Chronique – Tu considères que si des hommes comme Jauniaux voulaient supprimer le Comité National des Femmes Socialistes, c'est surtout parce que le Comité était trop à gauche ?*

E.B. – Oui, c'est ça ! C'étaient les positions que nous prenions qu'ils ne supportaient pas. A cette époque, nous ne menaçions pas leurs mandats...

*Chronique – As-tu d'autres activités militantes ?*

E.B. – Oui, parallèlement à tout ça, je m'occupais beaucoup de la Centrale d'Education Ouvrière, j'allais donner des conférences, j'organisais des cours pour les travailleurs de ma région, je faisais venir des gens pour ces cours.

*Chronique – Là, c'est un travail qui s'adresse à la fois aux hommes et aux femmes ?*

E.B. – C'est mixte, en principe. Mais il n'y a que des hommes. Tu sais, les femmes étaient enfoncées dans leur travail professionnel et domestique sans avoir de possibilités d'en échapper. Je parcourais tout le pays en allant donner des conférences. Mais j'ai toujours ma maison dans mon petit patelin et j'habite toujours la même région. Durant cette période, j'assiste à la première semaine d'études syndicales, organisée à Fléron par la Commission Syndicale. Il y a 250 hommes, une femme déléguée (c'était moi) et une femme secrétaire. Le sujet, c'était l'"Organisation scientifique du travail". C'est à ce moment qu'a lieu l'exécution de Sacco et Vanzetti. J'ai connu là tous les militants du parti et du syndicat. J'étais la plus jeune alors, et une des rares femmes.

*Chronique – Quels sont, parmi les personnalités socialistes de cette époque, tes "maîtres à penser" ou, plus exactement, ceux avec qui tu te sens en accord politiquement ?*

E.B. – Les grands militants de Liège. Tu sais, j'ai assisté à tous les congrès avec papa. C'était toujours à Noël. C'était ma Noël à moi. Après, j'avais toute la semaine pour relire les discours. Joseph Wauters, je l'ai très peu connu. L. de Brouckère, Vandervelde, je les ai aimés aussi ; c'étaient des types très bien, au fond. Jauniaux, c'était pas vraiment un militant ; pour moi, c'était plutôt un technicien des œuvres sociales. A Liège, Isidore Delvigne, je ne pourrai jamais l'oublier. Achille Delattre aussi. Destrée, je l'ai



moins connu. Il n'était pas très sociale. Léon Delsinne, enfin. Mais je peux encore citer Victor Serny, des coopératives, Joseph Bondas, pour le syndicat de Liège, et Mertens, qui était secrétaire général de la Commission syndicale.

*Chronique — Je demandais plutôt avec qui tu es liée politiquement.*

E.B. — Alors, je dois citer aussi Léon Troclet, le père de Léon-Elie Troclet. Plus tard, j'ai très bien connu Léon-Elie Troclet. Nous avons été de grands amis.

## La Centrale d'Education Ouvrière

*Chronique — Tout ça, c'est une "formation sur le tas". Est-ce que tu reçois une formation particulière, comme militante ?*

E.B. — Lors d'une réunion du Comité régional d'Education ouvrière à Tournai, je suis proposée pour suivre les cours de la Centrale d'Education Ouvrière. Mon premier mouvement a été de refuser parce que je ne concevais pas de vivre à Bruxelles et de laisser mon pauvre mari, là tout seul, à Dottignies. Mais mon mari, quand il a appris cela, et que je pensais renoncer à cause de lui, il a pris le numéro de téléphone du Secrétaire régional et, dès le lendemain, il a téléphoné : « Pour Emilienne, c'est oui. » J'ai donc fêté mes 20 ans en entrant à l'E.O.S. Max Buset, que nous avions comme professeur, était plus attaché que les autres à l'école. Léon Delsinne en était le directeur. Il préparait alors son doctorat pour l'Université.

*Chronique — Comment fonctionnait l'E.O.S (C.E.O.) à ce moment ?*

E.B. — C'était essentiellement l'école du parti. On n'y envoyait que des militants qui avaient entre 20 et 40 ans. J'étais la plus jeune ; la plus vieille avait 36 ans. Nous avions des cours plus politiques qu'aujourd'hui. Vandervelde y enseignait, de Brouckère aussi. Il y avait là toute une pléiade de personnalités. Alors, pendant toute cette période, je milite un peu moins, bien sûr, mais je milite quand même. Je fréquentais encore mes réunions du Comité des Femmes Socialistes, je donnais encore quelques conférences, mais j'ai tout de même une vie militante moins active et moins importante.

*Chronique — Et après l'E.O.S (C.E.O.) ?*

E.B. — L'E.O.S dure deux ans. Après ça, je suis rentrée chez moi. Et j'ai remplacé un vieux secrétaire qui ne faisait plus grand chose à la direction du bureau syndical régional, avec huit hommes. Ils ne m'ont jamais fait de misères. J'avais de très bons rapports avec tous les sectionnaires dans les communes. Tu sais, j'ai dû visiter chaque section. Le syndicat, c'est un travail très spécial, des grèves de temps en temps, la conciliation, la défense des chômeurs devant les commissions de réclamation. J'étais membre de la commission de réclamation du chô-

mage de Mouscron mais, comme syndicaliste, je défendais les chômeurs devant le comité de Courtrai. Avec tout ça, il y avait de temps en temps l'organisation d'un congrès de femmes socialistes ou d'autres choses du même genre.

## La politique ? Non, pas pour moi...

*Chronique — Il y a un tournant dans ta vie. Tu étais plutôt engagée dans les structures du parti, et te voilà dans la structure syndicale.*

E.B. — Oui, mais c'était un travail professionnel. C'est quand j'aurai abandonné le côté politique que je me plongerai vraiment dans le syndicalisme.

*Chronique — Quand abandonnes-tu la politique ?*

E.B. — En 1932, j'avais alors 24 ans. Ma fédération du P.S. m'inscrit sur la liste électorale : j'ai la 4ème place sur la liste des effectifs, et la 1ère sur la liste des suppléants. A ce moment-là, les femmes ne votaient pas encore, mais elles pouvaient participer au poll. Il n'y en avait pas beaucoup qui venaient. Donc, au fond, j'étais surtout désignée par les hommes ! Les communistes n'ont pas déposé de liste, et avec les jeunes de notre parti, ils ont fait une affiche avec simplement mon nom, ma place sur la liste et une main avec un crayon à côté de mon nom. Ça a rendu certains hommes de mon parti fous de rage !

*Chronique — Et le résultat des élections ?*

E.B. — J'ai été nommée députée-suppléante.

*Chronique — Cela te donne un travail particulier ?*

E.B. — La lecture de toutes les annales parlementaires. Je suis toujours prête à remplacer un effectif.

## Les années de crise

*Chronique — Que penses-tu de cette période-là ?*

E.B. — Il y a eu les grèves de 1932, où l'armée s'est jointe aux grévistes. Puis, en 1934, la proposition de loi Rutten, qui a déclenché la mobilisation de toutes les femmes de Belgique, à l'exception des Liges Ouvrières Chrétiennes Féminines. Je suis allée donner des conférences avec des tas de femmes dans tout le pays. Nous avons publié cette brochure que j'ai faite par Isabelle Blume. Jeanne Vandervelde et moi avons analysé la proposition de loi et alors, je suis allée parler aussi bien à Gand qu'à Liège ou Namur. Partout. On a vraiment fait une mobilisation très importante à partir de cette proposition de loi.

*Chronique — Du côté chrétien, il y avait Louise Van den Plas qui était hésitante sur l'opportunité de la proposition Rutten. Vous ne l'avez pas contactée ?*

E.B. — Non, mais elle n'a pas essayé de nous toucher. Je ne peux pas dire

que l'une ou l'autre n'ait pas voulu. Mais on s'est loupé, quoi...

*Chronique — Il n'y a eu aucune possibilité de faire quelque chose avec les femmes du monde ouvrier chrétien ?*

E.B. — Non. Tu ne peux pas t'imaginer l'esprit qui régnait, par exemple, à l'école sociale de la rue de la Poste. Une fois, on nous a invitées à prendre le thé à l'école. Il y avait là des filles qui ambitionnaient d'être engagées dans le cadre social des entreprises avec l'idée d'amener les gens à la confession, le premier jeudi du mois, et à la communion le premier vendredi ! Quand on parlait d'autres questions, elles étaient complètement bouchées. Non, je t'assure qu'il n'y avait pas beaucoup de possibilités d'entente et de discussion, à ce moment-là... C'est seulement après la guerre, avec Sara Masselang et Miette Pierard, qu'on a pu commencer à faire des choses ensemble.

*Chronique — Pendant toute cette époque, tu habites toujours Dottignies ?*

E.B. — Oui. Et quand je devais aller donner une conférence à Liège, par exemple, je prenais le bus à 4 h 15 dans ma localité, j'arrivais à Courtrai, et je prenais le direct Courtrai-Bruxelles. Je traversais Bruxelles en tram et prenais, de l'autre côté, le train pour Liège. Quand j'arrivais, on m'attendait avec une camionnette, ou alors je prenais un tram. Je revenais souvent à Bruxelles entre minuit et 1 h du matin, et je reprenais mon train à 6 h 45 pour Courtrai, et à 8 h 15, j'étais à mon bureau ! J'ai fait des campagnes électorales dans le Tournais avec les autobus locaux non chauffés. Je me souviens qu'une amie qui m'accompagnait dans les conférences, bien qu'elle n'était pas du tout militante, me prenait les pieds et me les frictionnait entre ses mains ! Tu sais, c'était dur. Quand ce n'était pas trop loin, on allait à vélo. Quelquefois, je demandais à papa si je pouvais prendre sa voiture, avec un cheval...

*Chronique — C'étaient vraiment les temps héroïques !*

E.B. — Oh ! Mais je peux en raconter d'autres ! A l'âge de 18 ans, quand j'ai créé la consultation de nourrissons dans mon patelin avec Sirène Blicke, c'est à vélo que nous avons parcouru les communes de la région pour essayer de créer des consultations ! Nous en avons créé 42 ! Pour les femmes qui habitaient les quartiers éloignés de la coopérative, j'avais obtenu de papa qu'il envoie le garçon d'écurie avec un cheval et une voiture pour aller les chercher. En ce temps-là, le taux de mortalité infantile était très élevé ; les consultations étaient tout de même un moyen qui permettait de lutter contre la mortalité infantile.

*Chronique — Alors, revenons aux années de crise.*

E.B. — 1935, pour moi, c'est une année faste. Il y a eu un grand congrès

des Femmes socialistes. J'avais à faire un rapport sur les salaires et les prix. A ce moment-là, la Centrale du Textile m'a désignée comme conseillère technique à la Conférence Internationale du Travail de 1935. La question à l'ordre du jour y était "Le chômage et les jeunes". A mon retour, Isabelle Blume, qui était Secrétaire du Comité National des Femmes Socialistes, me dit que le parti a décidé de répondre à une invitation des femmes soviétiques et de m'envoyer parmi les membres de la délégation des femmes socialistes.

## La guerre d'Espagne

*Chronique — Parlons aussi de ton rôle au moment de la guerre d'Espagne, à partir de juillet 1936.*

E.B. — Le jour où la République espagnole a été proclamée, je donnais une conférence dans une petite localité wallonne avec, entre autres, Louis Piérard. On était pleins d'espoir ; le fascisme était vaincu ! Hélas, il a fallu déchanter. Il y a deux faces dans la guerre d'Espagne. Ceux qui sont allés là-bas et ceux qui ont travaillé "dans l'ombre", ici. Ainsi Isabelle (Blume), ma belle-mère et beaucoup d'autres sont partis en Espagne. Moi, je suis restée ici, entre autres parce que j'attendais un enfant. J'ai remplacé Isabelle pour toutes les conférences auxquelles elle s'était engagée. Pendant des mois et des mois, j'ai accompagné chaque soir un orchestre de Barcelone dans toutes les localités wallonnes. Et puis, on récoltait des fonds pour l'Espagne.

*Chronique — Comment faisiez-vous ?*

E.B. — On récoltait les fonds en déposant des enveloppes avec une circulaire à domicile. Puis, on allait les rechercher. On faisait des demandes pour pouvoir expédier des colis. Le "Comité Belge" du R.U.P. (Rassemblement Universel pour la Paix) a été très, très actif. De Bruxelles sont partis des trains entiers de vêtements, de médicaments et de nourriture... On a aussi accueilli des enfants, dont certains sont restés ici...

*Chronique — Politiquement, la guerre d'Espagne a divisé les socialistes, ici en Belgique...*

E.B. — Attends. Moi, en tout cas, j'ai appris comment fonctionne la mentalité d'une partie de la population belge. Quand on lui demande d'aider des gens qui ont faim, d'apporter des colis..., elle le fait. Après cela seulement, elle s'intéresse au sort et aux problèmes politiques de la population qu'elle a aidée. Donc, la guerre d'Espagne a été une occasion de prise de conscience. Mais, toi, tu veux parler de la politique dite d'indépendance de notre gouvernement et de la reconnaissance de l'Espagne fasciste par Spaak ? Oui, c'est un fait, on ne l'a jamais pardonné à Spaak. Notre congrès s'était à deux reprises opposé à cela, et Spaak l'a fait malgré tout. Moi, tu sais, je n'ai jamais été du côté de Spaak et consorts. Je me situais dans le groupe de gauche du parti.



*Chronique* Mais cet épisode de la guerre d'Espagne est considéré comme déterminant pour l'avenir du parti socialiste en Belgique. Qu'avez-vous fait pour lutter contre la tendance Spaak et celle de De Man ?

E.B. — On n'a rien pu faire, au fond. Le parti est resté ce qu'il était. Il était déchiré, mais la structure même sur laquelle le parti était fondé le rendait impuissant à résoudre ce conflit. N'oublie pas qu'il y en a beaucoup qui se sont laissés séduire par de Man, qui arrivait avec ce plan de sauvetage... Moi aussi, au début, je me suis laissé prendre. Cela n'a pas duré, heureusement ! C'était vraiment le type qui venait sauver l'humanité, tu comprends ! La Belgique du chômage, ce n'était pas drôle ! De l'autre côté, il y avait les "gauchistes", avec Spaak et sa bande et l'"Action Socialiste". Dans le Borinage, il y avait Walter Dauge, aussi avec sa bande ; il y avait des hommes sérieux, mais Vandervelde était mort. Restait de Brouckère qui, lui, était un homme très bien. Ce fut vraiment une période très, très difficile. Tu sais, par exemple, un Spaak se présentait devant le Congrès : au début, quand il montait à la tribune, 75% des membres étaient contre lui ; au bout d'une demi-heure, il y en avait encore 50% ; une demi-heure après, 25%... Pour finir, il avait tout le monde avec lui...

*Chronique* — C'est un phénomène de "pouvoir charismatique" qui est, en principe, l'attribut de l'extrême-droite !

E.B. — Oui, je suis d'accord avec toi, mais je t'explique... Les Liégeois ne savaient plus, au fond, sur quel pied danser ! Beaucoup étaient influencés par Walter Dauge, qui était encore beaucoup plus fin, plus intelligent et plus convaincant que Renard... et il sévissait déjà en 1935...

### Mariage avec Brunfaut. La guerre. Les enfants.

*Chronique* — Revenons-en au voyage en Union Soviétique qui, indirectement, te fera rencontrer ton second mari. Quand l'as-tu rencontré ?

E.B. — Je l'ai rencontré en 1935, à la tribune d'une conférence où tous les deux nous faisions un exposé sur notre voyage en URSS. Il y était allé en 34, et moi en 35. A ce moment-là, c'est surtout mon futur beau-père qui insistait pour que je divorce et me remarie. Il estimait que j'étais une fille dont on n'avait jamais dû médire dans le Parti, qui n'avait rien à se reprocher, n'avait pas eu d'amant, etc. Il s'est lui-même occupé du divorce, m'a cherché un avoué en Hollande. Cela allait très vite à cette époque. En six semaines, on était divorcés. Et trois mois après, tout était réglé. J'étais mariée.

J'habitais chez mes beaux-parents, à Meise. Au mois d'août 1937, j'ai mon premier enfant, Maximilienne. En février 40, j'ai mon second enfant, Marc. A ce moment-là, j'étais secrétaire de la section belge du Comité Mondial des Femmes contre la Guerre et le Fascisme. Le bureau était rue des Quatre Fils Aymon.

*Chronique* Quand tu commences cette vie (pour la première fois, tu mènes une vie familiale, une vie avec des enfants), comment cela se passe pour toi ?

E.B. — J'ai eu beaucoup moins de liberté. Pas à cause de mon mari, mais à cause de sa famille. Ce qui ne m'a pas empêchée de continuer à donner des conférences et faire des meetings. Mais cela m'a empêchée d'avoir une vie professionnelle régulière. J'ai souvent été tentée de briser à cause de cela. Mais, d'un autre côté, j'avais devant moi quelqu'un qui aurait été si malheureux si j'étais partie et qui, de plus, adorait ma petite et le petit... Et puis, surtout, je pouvais continuer à m'occuper de ce que je croyais essentiel : mes réunions syndicales et toute cette activité des femmes contre la guerre... Nous avons eu beaucoup d'activités, à ce moment-là ; alors, tu vois, j'avais quand même les bras pleins. Mes journées étaient prises aussi par les soins de la famille, les enfants, le travail pour mon mari, pour mon beau-père...

*Chronique* — Tu assumais ça aussi ?

E.B. — Oh oui ! Les discours à la Chambre, c'est moi qui les ai préparés avec lui, moi qui les ai tapés ! A part cela, je dois dire que mon beau-père avait une véritable adoration pour moi et que ma belle-mère m'aimait bien...

*Chronique* — Oui, mais en fin de compte, tu leur consacrais une part énorme de "travail gratuit".

E.B. — Eh bien, tu l'as dit ! C'est un mauvais départ... Alors, nous arrivons à la guerre de 40, et nous faisons comme beaucoup de Belges. Nous partons en France. Les années 40-45, c'est pas beaucoup la peine d'en parler. J'ai eu deux enfants en France, deux filles, en octobre 41 (Louise) et en novembre 43 (Francine). J'ai donc eu mes quatre enfants en six ans.

*Chronique* — Emilienne, tu es restée en France beaucoup plus longtemps que les autres Belges ?

E.B. — Oui, jusqu'en 45. Il faut te dire que j'étais sur les listes de condamnés à mort du rexisme. Alors, c'était franchement pas la peine de courir ce risque. Mes amis m'ont dit de partir. Avant cela, j'ai été détruire notre adressographe. Nous sommes restés en France, dans un petit village du Tarn, jusqu'au moment où la France a été totalement occupée. A ce moment, j'ai dû fuir parce que la Gestapo nous recherchait. Nous avons été hébergés alors dans une vieille ferme française dont le propriétaire a pris beaucoup de risques pour nous.

*Chronique* — De quoi vivais-tu ?

E.B. — Ah, tu vas rire ! Je faisais de l'agriculture. Je plantais du maïs, des haricots verts, des pommes de terre. Mon mari était dans le maquis depuis 1941. J'avais aussi des poulets, des lapins, des canards, des oies et un cochon ! Tu me vois d'ici ! Mais je dois dire que je ne regrette pas cette vie. J'ai appris beaucoup de choses. Je n'ai ja-

mais rien acheté au marché noir, parce qu'aucun agriculteur n'avoué me vendre au marché noir. Chic, hein ? Ils disaient : « Cette dame travaille comme nous ; elle vit comme nous, on ne peut pas lui faire ça ! ». A part cela, entre les langes, les lessives, la culture, je m'occupais de la presse clandestine avec le directeur du "Midi Libre", qui s'était installé à la ferme après le démantèlement du réseau de Lyon. Mais j'avais surtout du travail ménager : il fallait scier le bois, je n'avais même pas un poêle, j'avais seulement une grande cheminée où on mettait des arbres presque entiers. Je ramena la cendre devant pour faire mes cuissons, j'étais noire du matin au soir, mais chaque matin, je me trempais dans un seau d'eau. J'avais au moins cette satisfaction d'être propre pendant quelque temps. C'est ainsi que j'ai élevé mes gosses...

*Chronique* — Ton mari revenait de temps en temps ?

E.B. — Mon mari revenait pour 24 heures après quelques semaines d'absence. Il faisait le ravitaillement. Bien que nous étions cachés et inconnus de tous, j'avais conservé mes timbres de ravitaillement. Le maire de la localité où nous habitions avant, nous avait rayés du registre de la population, mais m'avait gardé les timbres ! Alors, mon mari passait, ramassait les timbres, faisait les commissions ! Maximilienne, l'aînée, qui avait plus de 5 ans, a un peu fréquenté l'école de la localité, mais surtout, à la maison, je lui faisais faire de l'arithmétique et du français.

### Retour en Belgique et quelques mots sur l'après-guerre

*Chronique* — En 45, tu rentres en Belgique ?

E.B. — Oui, presque morte, dans une ambulance américaine, à la suite d'un empoisonnement, d'un microbe provenant du Nord, qu'on ne connaissait pas et ne savait pas soigner. Mais je ne vais pas te raconter ça... Il m'a fallu quand même quelques semaines, si pas quelques mois, pour m'en remettre...

*Chronique* — A ce moment-là, tu retournes à Meise, chez tes beaux-parents ?

E.B. — Je retourne à Meise. Mais dès le mois d'août nous nous installons à Bruxelles, au boulevard de Smedt de Nayer. Il fallait que les enfants aillent à l'école et, fin 45, mon mari a son premier contrat pour la gare centrale. Voilà, on est repartis... Ma vie, à ce moment ? Avec mon panier de linge sale, je prenais le tram et allais près de la place communale pour laver ce linge ! De plus, je faisais tout le travail administratif de mon mari ! Bien sûr, j'ai eu de temps en temps une femme de ménage pour m'aider mais ce n'était pas très régulier... Puis, j'ai repris mon travail au Comité exécutif de la Centrale du Textile, mais ce n'était plus un travail professionnel,

c'était un travail de militante bénévole. Seulement, grâce à cela, je maintenaient mes activités à la FGTB...

*Chronique* — Après la guerre... Il y a tant de choses à dire... Parlons des femmes. Elles obtiennent finalement le droit de vote mais, de son côté, le Parti Socialiste supprime le Comité National des Femmes Socialistes...

E.B. — On ne les a pas positivement supprimées ; plus exactement, on ne les a pas "réinstallées". Avant la guerre, on avait créé les "Femmes Prévoyantes Socialistes" pour drainer l'organisation des femmes socialistes, tu comprends ? Et alors, on n'a pas renouvelé le secrétariat du Comité National des Femmes Socialistes, c'est tout... Et alors, le drame, c'est que toutes les meilleures militantes, ou à peu près toutes, ont été happées par les "œuvres sociales" des F.P.S. : création de maisons de repos, de vacances enfantines et toutes ces choses-là... Elles ont vraiment été happées...

*Chronique* — Tu nous renvoies là au lendemain de la première guerre mondiale...

E.B. — Oui, mais tu ne te rends pas compte de ce que furent les premières vacances pour les enfants ! Et ça, c'étaient les F.P.S. ! Moi, je me suis occupée de vacances d'enfants. Plus tard, les congés payés ont été quelque chose d'énorme pour la classe ouvrière. Les vacances sont entrées dans les mœurs. Ceux qui pouvaient s'occuper d'organiser quinze jours de vacances à la mer ou dans les Ardennes pour les enfants, eh bien, ils étaient considérés comme des phénix ! Quand je te dis que les femmes socialistes ont été happées, je devrais dire : on les a engoulées dans l'administration de ces œuvres sociales ! Et c'est encore vrai maintenant...

*Chronique* — Je ne comprends pas comment les femmes n'ont pas vu cela, n'ont pas compris qu'on les enfermait dans un rôle...

E.B. — Tu sais, les femmes se laissent facilement avoir par tout ce qui est social... Puis, il faut voir le rôle de certaines femmes. Isabelle (Blume), devenue députée, avait sa vie politique et ne s'est pas souciée de défendre une organisation de femmes politiques...

*Chronique* — Sauf à Anvers, avec Joséphine Stas, où elles ont continué à fonctionner...

E.B. — Oui, Joséphine Stas et une bonne équipe ont réussi à en imposer aux hommes. Ecoute, la remise sur pied d'une bonne structure politique pour les femmes socialistes, c'est un combat que je mène maintenant. Je sais que je serai suivie, car beaucoup de femmes partagent mon opinion.

Propos recueillis en juillet 1982 par Hedwige Peemans-Pouillet

N.B. — Réalisé par Anne-Marie Lizin, un livre sur Emilienne Brunfaut paraîtra prochainement.



## La partagée

Barbara/Christine de Coninck

Éditions de Minuit

Le livre de Barbara a le mérite de décrire à la fois l'existence d'une prostituée mais aussi de nous informer par le détail de la lutte que mènent des femmes prostituées à Lyon, en 1975, après une escalade de la répression policière et de l'insécurité. À la suite des révélations d'un journaliste « qui avait osé écrire ce que tout le monde savait », à savoir que les policiers rançonnaient les tauliers, la municipalité lyonnaise, prise d'un accès soudain de prudence, décide de fermer les hôtels de passe. Par cette mesure, elle jette à la rue des centaines de prostituées. Ce fut l'occasion inespérée pour la police de les accabler de procès-verbaux, pour outrages aux mœurs. « Nous étions interpellées chaque fois que nous mettions le nez dehors. » Certaines furent emmenées au poste avec leur sac à provisions à la main. « Les flics virent même me chercher à l'intérieur d'un restaurant où j'étais en train de dîner. » « Nous passions toutes nos nuits au poste. » Insultes, enfermement à trente dans une cage de verre.

Barbara, écoeuvée, part pour Paris et l'abattage. « Une femme qui se prostitue pour la première fois à Paris est pratiquement obligée de commencer à Barbès. » Barbès, « la bonne conscience de la France », le quartier où sont groupés les hôtels pour immigrés. « Les femmes sont à peine habillées pour aller plus vite. Le client monte, tout se fait en 5 minutes, au bord du lit. Celui qui veut s'entendre paiera plus cher. La femme se lave en vitesse, et au suivant ! Pendant le week-end, une femme fait en moyenne cent passes. » Barbara fait voler en éclats une idée reçue : Barbès, soupape de sécurité contre les violences sexuelles ? Mais non, dit-elle, c'est une mesure politique. « On emploie des hommes sous-payés, on les enferme seuls dans des cages à lapins, on les traite en créatures inférieures. Et, puisque ce sont des êtres méprisables, on leur offre des plaisirs méprisables. »

Comme Agnès Laury, elle regrette les comportements racistes de la plupart des prostituées : « Toute victimes qu'elles soient d'une société de profit, elles n'ont pas pour autant le cœur à gauche, ni les idéaux progressistes. Beaucoup n'aspirent qu'à l'ordre et à la sécurité. »

Barbara n'y tient plus dans cette usine du sexe, et repart pour Lyon. Là-bas, certaines prostituées tendent à s'organiser pour parer aux mesures policières : elles louent des appartements à deux ou trois, non sans difficulté, puisque les agences de location risquent une inculpation pour « aide à la prostitution mutuelle ». Les femmes s'achètent des chiens, tant les agressions se multiplient.

Mais ces clients si violents, qui sont-ils donc ? « Regardez-les dans la rue, ils

ont la tête du bon père de famille, du bourgeois ou de l'ouvrier tranquille. » « Ils ont besoin de nous pour nous coller sur le dos leur peur de l'interdit allié à leur désir de luxure. » « Le sexe ! Le sexe entouré de son cinéma et de sa solitude ; voilà les deux choses que l'on achète à la prostituée, et on la fait payer en retour plus cher qu'elle n'a reçu. »

Les hommes n'inspirent à Barbara qu'indifférence et mépris. Aussi, c'est aux femmes surtout qu'elle s'adresse : « La plupart ont peur de nous. Qu'elles essayent de comprendre qu'elles nous ont toujours vues à travers le miroir déformant des hommes. Si ce miroir nous trahissait, c'est parce que ces hommes voulaient conserver leur prestige, donc leur pouvoir. » « Si toutes les femmes savaient ce qui se passe dans une chambre d'hôtel, il y a longtemps que le mythe de la prostituée serait par terre ! »

Et Barbara s'efforce de nous décrire le portrait-type de la prostituée, ainsi que les causes les plus communes qui la poussent dans la rue : « Presque toutes les femmes sont mères de famille, mères célibataires. C'est la nécessité d'élever un ou deux enfants seules, sans formation professionnelle ou avec un salaire insuffisant, qui a entraîné beaucoup d'entre nous vers la prostitution. » Ce sont donc des motivations socio-économiques qui poussent à la prostitution. Barbara s'accroche avec fermeté tout au long du livre à cette thèse, que bien d'autres contestent.

De même, on peut s'étonner de son obstination à différencier le maquereau de l'ami : « Les prostituées savent que les proxénètes existent, mais ce sont de gros hommes d'affaires, protégés par des intérêts politiques. Ces hommes d'affaires, les prostituées n'ont aucun contact avec eux. »

« L'homme avec qui la prostituée vit, c'est un ami, et c'est lui qui trinquera à la place des vrais proxénètes. Qui va lui demander si elle a bien dormi ? Son ami, lui seul, il ne la considère pas comme une marchandise mais comme une personne. » Elle n'hésite pas à tracer de « l'ami » un tableau un peu idyllique : « Quand une femme tombe malade, et qu'elle ne gagne plus un rond, qui va la voir à l'hôpital et se ronger les sangs ? Son ami. Rien n'est trop beau : meilleur médecin, meilleure clinique, elle ne manquera de rien. » L'étiquette de proxénète, c'est l'Etat qui la colle sur le dos généreux de l'ami attentionné, traqué, contraint à la clandestinité. Oui, décidément, le livre de Barbara, il faut le prendre ainsi : un curieux mélange de commentaires franchement conformistes et, au début de certaines pages, des démarches plus audacieuses.

Par exemple, elle fait un rapprochement intéressant entre la porno et la prostitution, et répond, par livre interposé, à une « artiste » pour films pornographiques qui, dans une interview, écrasait de son mépris toutes les prostituées : « Cette fille est pire qu'une putain, parce qu'elle accepte de simuler l'amour et la jouissance devant des

milliers de spectateurs. Nous nous respectons encore suffisamment pour ne pas nous prêter à ce genre de comédie. »

Barbara rencontre un jour des militants de Nid, ce mouvement international fondé par le Père Talvas, dont l'action consiste à créer des centres d'accueil et des foyers d'orientation pour prostituées. Forta de leur appui, elle se décide au combat après une série d'assassinats impunis de prostituées. Le déclic ? Ce fut la relation par un journal local d'une agression d'une prostituée, dont on cite le nom et l'adresse. D'où pouvaient provenir ces renseignements, sinon du fichier de la Police Mondaine ? Les gouttes d'eau ? Les feuilles d'impôt qui, par une combinaison arbitraire, mettent en demeure les prostituées à payer des sommes oscillant entre 30.000 et 80.000 francs. Et puis, les P.V. qui ne cessent de pleuvoir, avec les risques d'emprisonnement en cas de non-paiement. Les femmes s'organisent en un collectif. L'une d'entre elles, Ulla, réussit à se faire inviter aux « Dossiers de l'Ecran ». Elles envoient une lettre au Préfet de Police de Lyon, qui ne daigne pas les recevoir. « Alors, nous voulions frapper un grand coup. Une femme lance : "Et une occupation d'église ? Personne ne nous empêchera de nous réfugier dans une église ?" » C'est celle de Saint-Nizier. Simple disposition pratique au désir de Marie-Madeleine en quête de houlette ?

Soutenues par les militants du Nid, elles rédigent une lettre à la population, qui commence, comme toutes les autres, par ces mots révélateurs : « Ce sont des mères qui vous parlent. Des femmes qui essaient d'élever seules leurs enfants, le mieux possible. » Inlassablement, elles répètent qu'elles sont des citoyennes comme les autres. Inlassablement aussi, elles multiplient les interventions et les requêtes. A Françoise Giroud, par exemple, alors secrétaire d'Etat à la Condition féminine, qui les renvoie... à Poniowski, ministre de l'Intérieur. « Monsieur Poniowski serait-il aussi secrétaire d'Etat à la Condition féminine ? ». Aux inévitables déceptions se mêlent des joies toute neuves : les femmes, les honnêtes femmes du quartier, apportent aux parias de l'église de savoureux petits déjeuners. Sur le parvis, on se bécote : journalistes féministes, gauchistes. Le Monde les fait accéder à la rubrique « Société » après celle des faits divers. Merci pour la promotion.

L'église se transforme en forum. L'archevêque de Marseille prend parti : « Quand une fille, souvent une maman, est rendue incapable de souhaiter ou même imaginer une autre vie que celle de l'esclavage, nous devrions trembler de honte pour nous-mêmes. »

Bruno Frappat prend même la peine de frapper Françoise Giroud dans Le Monde.

Mais les revendications des femmes de Saint-Nizier, que sont-elles devenues ? Refus des amendes, de la prison, du fichage, le droit d'exercer la profession au grand jour. Elles sont

très légalistes, les prostituées lyonnaises et ne réclament finalement que la stricte application de la loi dans ce pays qui se veut abolitionniste. A aucun moment, du moins dans le récit de Barbara, le problème de fond n'est abordé : pourquoi la prostitution ? Ou plutôt si, il est évoqué pour permettre de l'étouffer par une réponse péremptoire et controversée : « Toute femme est actuellement acculée à la prostitution parce qu'elle n'arrive pas à subvenir à ses besoins. »

Ulla et Barbara sont à présent des têtes pour télé. Barbara se déclare gênée par ce vedettariat imposé. Mais ce qui la dérange davantage, c'est le mouvement de suspicion que développe la presse : ce seraient les proxénètes qui tireraient les ficelles en coulisses. Oui ? Non ? Barbara ironise : « Vous pensez bien que des femmes ne sont pas capables de s'organiser en une telle unité si les hommes ne sont pas derrière... » Cette pirouette laisse un peu sur la faim.

Barbara prend de plus en plus la parole. Dans les colonnes de *Libération*, elle revendique un statut des prostituées mais qui ne peut s'élaborer sans leur participation. Barbara, Ulla, dans la rue, les clients ne cessent de les réclamer. Vous pensez ! Acheter des femmes qui passent à la télé ! Mais dans la tête de Barbara chemine l'idée de quitter le trottoir au plus vite. Elle le dit aux « Etats-généralux de la prostitution » qui se tiennent à Paris, et se sent victime d'une cabale. La voilà renégate, une « bordille », la pire injure dans le jargon du métier. Elle trouve du travail comme garde-malade et reprend ses enfants.

Elle avait dit haut et clair : « Nous pouvons sortir de la prostitution de notre plein gré. » Elle admet à présent : « Ce qu'on appelle pompeusement la réinsertion sociale n'a rien de rose. J'avais à peine trois sous, et j'aurais pu aller en ville travailler au coin et rapporter de l'argent. »

De maigres revenus, la solitude et le poids du passé (« Une femme qui s'est prostituée gardera toujours une fiche dans les services de police »). Un cortège de calamités pour une autre traversée du désert. Pourtant, Mireille a la chance d'avoir été Barbara : Françoise Giroud lui envoie un mandat de 500 francs. On lui simplifie les tracasseries administratives. Mais Barbara est aussi encombrante pour Mireille : la très charitable Mère supérieure de l'hôpital qui l'emploie apprend qu'elle est. Renvoi. Des femmes féministes lui proposent du travail : Mireille, qui se déclare féministe, se met à espérer. Mais on omet de la payer régulièrement, on lui signifie qu'elle n'est pas à la hauteur. « On s'était acheté une potiche nommée Barbara. Elle devrait rester en vitrine. »

Un soir de désespérance, Mireille, Barbara vide l'armoire à pharmacie. On la retrouve vers midi, parce que son chien hurle dans la cour.

ELLE VIT.



**Le Cri du Corps**  
Agnès Laury  
Roman - Ed. Pauvert

Elle s'appelle Manou, elle devient Eva, la prostituée. Dans ce roman, on pressent, par une lecture sans mots entre les lignes, ce que fut son passé, qu'elle raconta dans deux livres précédents, *Chiendent* et *Malmère*. Dans *Le Cri du Corps*, elle ne rameute pas les chiens et les chiennes tapis dans sa mémoire. Au contraire, dès l'abord elle coupe l'herbe sous le pied à toutes les justifications, les plus communes et les plus lénifiantes, qui expliqueraient la chute : « Parfaitement consentante quant à mon présent et totalement indifférente quant à mon devenir, c'est en parfaite méconnaissance sinon des causes du moins des conséquences, que j'ai appris mon métier de putain. » Un pas de plus, de la solitude d'une petite employée qui abuse de tranxène, au bar de Madame Ariette. Entre les deux, une rencontre banale dans la rue, avec Richard. Après quelques instants d'affolement de petite fille, Manou comprend : « Je suis une prostituée. Les femmes — toutes les femmes — aussi. Si j'ai peur, c'est parce que je le sais, qu'il suffirait d'un rien. » Ce rien est venu à sa rencontre et la mène vers une traversée consentie de l'enfer. On ne veut plus celui d'hier ; va pour celui d'aujourd'hui, et demain, « quitte à ce que j'en crève, la nuit devait durer. Faut crever pour être ? Il faut. C'est décidé. »

Richard l'emmène dans une boîte où des Messieurs fort bien lui baissent la main. « Chez Messieurs les hommes, on cultive le style grand seigneur. Quand on a envoyé une dame se faire baiser une trentaine de fois dans la journée, c'est la moindre des choses que de lui baiser la main. Un trou, ça se respecte. Surtout quand on y puise sa pitance. » Pas dupe, la Manou un peu bécassine en mal d'Eva. Et même toute cette affectation "respectueuse" l'impatiente : « Ces préambules m'agaçaient. Ce néant qui s'ouvrait devant moi, je voulais m'y lover confortablement. Ce fruit, fût-il pourri, je voulais y mordre à pleines dents. » Richard s'y emploie en lui racontant de « belles histoires » auxquelles elle ne croit pas ; en soufflant sur un corps déserté « qui connaît toutes les rainures du plafond de la chambre ». Le premier client se fait mentor et, à la fin de la passe, lui donne quelques conseils judicieux : « Tu aurais dû me laver. C'est le seul moyen de savoir si ton client est malade ou pas. Et puis, es-tu sûre de n'avoir rien oublié, reprit-il en sortant son porte-feuille... » Mais oui, elle a oublié « le fric ». Par contre, Richard, lui, n'a pas oublié. Comme il est fort satisfait des gains de la première nuit, il lui annonce la sentence, la pire qui soit : « Je t'aime et je te forcerai à m'aimer. Je ne te lâcherai plus. » La vraie vie commence avec la haine d'Eva pour Richard.

« Manou, où es-tu ? » Manou ? Elle s'évade, tandis qu'Eva demeure : « Fai-

re le tapin, on n'en meurt pas. » Et Manou s'étrangle d'un beau rire amer.

Eva, dans son abîme, observe. Elle dis-sèque le proxénète. « Laisse tomber l'étendard, maquereau. Ça n'est qu'un paravent. Regarde-la, la putain, qui se tient devant toi. Tu t'es reconnu dans ce rien hurlant de ressemblance ? Tu peux le briser, ce miroir, il y en a d'autres. Tu crées la femme à l'image de ton double, niée, maudite : elle sera putain. »

« Victime aussi de ton duel permanent, elle se vend sans pudeur, tandis que tu jouis en secret. La putain, c'est toi, maquereau, par la femme interposée. Regarde-la, ta victime, criminel aux mains blanches. Si un jour elle t'échappe, toi, tu ne t'échapperas jamais. Tu peux continuer de tuer à petit feu, ce que tu hais en toi, tu ne renaitras pas de ces cendres-là ; on n'a jamais faconné un homme avec de la poussière de proxénète. »

Eva provoque aussi les autres putains. Elle emballe un Arabe sous les regards offusqués : « Tu veux monter avec moi ? ». « Les immigrés, quand ils viennent nous voir, se sécurisent à fond pour la circonstance. » « Je songeais aux slips douteux, une fois sur trois, des messieurs avec attaché-case. »

Eva inquiète le mac, elle est docile ! Un jour, elle lui apprend qu'elle sait qu'il emploie plusieurs femmes. Ouf ! Le voilà soulagé, notre proxénète : « J'ai même pas vu arriver la main sur mon visage. La bague m'a entaillé la lèvre. Tu vas voir ce que c'est qu'un maquereau ! »

Eva s'enfonce dans un univers dont bien des fonctionnements lui échappent. Embarquée par la police, on lui tend un procès-verbal : « Voici votre P.V., vous pouvez aller dans la cage. P.V. ? Cage ? Qu'est-ce que cela veut dire ? ». Après la cage Saint-Lazare, Manou, meurtrie, mais encore là, conseille de chercher des issues. Eva se présente à un Foyer tenu par une dame patronnesse. Eva renacle et sent, qu'ici comme ailleurs, dans tous les milieux carcéraux, les « filles perdues » doivent se convertir « en petites filles modèles ». Elle s'en va. « Dans la vie, j'ai envie de danser, je suis libre. Je me demande si Mademoiselle la directrice bat ses filles quand elles ne mangent pas la soupe. » Mais, tout de même, elle continue ses investigations. La voilà chez l'assistante sociale de la police, qui lui demande ce qui lui est arrivé. « Rien, Madame. Pourquoi ? ». — « Enfin, voyons, on ne fait pas le trottoir par plaisir ! » — « Non, Madame, personne ne me force. » L'assistante l'informe des risques de maladies vénériennes. Eva ne fléchit pas, et pour cause. Elle ne sait pas ce que c'est ! Pendant ce temps, Richard, qui empest le guerlin, veille. Il frappe de plus en plus dur.

Eva demande à Manou : « Mais où es-tu ? ». Manou est encore là, blessée mais plus lucide que jamais. Il arrive même, le temps d'une pause, qu'elles discutent. Manou, la sage et audacieuse, compare le milieu prostitutionnel aux sectes. Eva, plus conformiste, s'offusque : « Tu ne vas quand

même pas comparer ! ». — « Non seulement je compare, dit Manou, mais je prétends que les méthodes employées sont les mêmes. Le milieu de la prostitution est une secte. Pas très catholique, peut-être, mais une secte quand même. Un monde en marge, avec ses propres lois, ses propres règles, ses hommes et ses femmes. Je devrais dire ses maîtres et ses esclaves. Tout le monde travaille à sa façon. Ce qui est triste, c'est que les gens sont moins enclins à tendre la main à une prostituée sur un trottoir qu'à une brebis égarée sur un autre trottoir, qui vend des tracts. C'est moins honteux de vendre Jésus ou Krishna que de vendre son corps, et l'escroc qui encaisse fait moins peur que le proxénète. »

« Tu vois, une prostituée sous la coupe d'un proxénète, je la considère comme une infirme. Une infirme qui se fait violer plusieurs fois par jour. Bien sûr, c'est le client qui viole, mais c'est le proxénète qui fait l'infirme. Autrement dit, quand un arbre est pourri, il ne suffit pas de couper des branches, en sachant bien qu'elles repousseront. Il faut déraciner. C'est le seul remède. »

Eva, pourtant, descend encore plus bas. « Je coule doucement, mais sûrement. Pourtant, je n'ai pas encore ressenti l'atroce panique du noyé qui refuse. » Elle vit des moments d'amour avec une autre prostituée, Nelly, petite femme organisée, bonne ménagère, respectée par les commerçants de son quartier, où elle ne tapine pas. Mais Richard vient pour le temps d'une dérouillée et de supplices sexuels qu'il inflige aux deux femmes. « Je te laisse à ton sort, Nelly. Moi, je n'ai plus qu'une amie, la haine. »

Eva retourne au tapin avec rage. Elle double les passes. Elle boit. Elle est impitoyable avec elle-même, avec les autres. Manou, où est Manou ? Elle est de l'autre côté du trottoir. Pour bons et loyaux services, Richard lui offre un bar dans le Nord, avec le statut de maquerele. « Je te retire », dit-il. « Laisse-moi partir, dit Eva, je n'en peux plus. Manou, qui a traversé le trottoir pour rejoindre Eva, est là. Même que c'est elle qui reçoit la trépan. Même que c'est elle qui revient entre deux gendarmes pour pointer le doigt sur l'homme et pour dire « C'est lui ».

J'ai lu d'innombrables témoignages de prostituées, des plus sordides aux plus attrapés-nigauds. Celui d'Agnès Laury me paraît le plus pur, le moins complaisant : elle ne s'agrippe pas éperdument aux bouées de sauvetage traditionnelles : enfants, argent, enfance malheureuse, donc... fins de mois difficiles. Elle nous convie à suivre une hallucinante descente, un suicide, sans nous prêter la moindre béquille sur laquelle nous pourrions nous reposer un peu. « Mon enfer, je veux le vivre seule. C'est ma lutte entre moi et moi. Mais il est là, lui. Présent, encombrant. Il existe. Je ne lui demandais rien. Les femmes, son tapin, son fric. Je m'en fous. A chacun son tapin. Qu'il me laisse crever en paix. C'était beaucoup trop demander. »

F.D.



à l'étranger

## La vie en rose Magazine québécois

Le magazine québécois "La vie en rose" publie ce mois-ci les résultats d'un sondage sur le harcèlement sexuel.

Vous l'avez compris, le harcèlement sexuel est l'ensemble des comportements, regards, blagues, taquineries, remarques, attouchements, frôlements, pincements, insinuations et autres pressions qui ont pour but d'ob-

tenir des rapports sexuels ou de ne pas faire oublier aux femmes qu'elles sont susceptibles d'en avoir.

2 465 femmes de la province de Québec ont répondu, et parmi elles 64% disent avoir été harcelées sexuellement sur leurs lieux de travail.

Les questions posées définissent clairement le genre d'emplois occupés, le salaire, le niveau de scolarité, la région habitée, l'âge, l'état-civil, l'orientation sexuelle des femmes.

Qui sont les harceleurs? En premier lieu, les collègues de travail et les camarades syndiqués. Les supérieurs sont deux à trois fois plus coupables

de propositions sexuelles avec menaces de conséquences négatives au travail en cas de refus. Enfin, les travailleuses non spécialisées se plaignent plus souvent de leurs représentants syndicaux.

La dépendance économique des femmes joue un rôle important dans cette forme de discrimination: aux salaires les plus bas correspond le pourcentage le plus élevé de harcèlement.

Sur les 1 576 femmes reconnaissant avoir été harcelées, 145 ont quitté volontairement leur emploi et 63 ont été congédiées.

Comment les femmes réagissent-

elles? 51% par le silence, une minorité en parle au directeur et/ou à leur représentant syndical; enfin, 43% demandent au harceleur de cesser.

Les femmes s'attendent-elles à une solidarité de leur milieu de travail? Les travailleuses utilisent-elles leur attrait sexuel pour améliorer leur situation? Une femme doit-elle s'attendre à ce genre de situation et savoir comment s'en sortir? Le harcèlement sexuel est-il un abus de pouvoir? Voilà quelques-unes des questions soulevées par le sondage.

A quand le même en Europe?

S.D.

à l'étranger

## Courage Mensuel féministe allemand

"Courage", le mensuel féministe allemand, interviewe dans son numéro de septembre Ti-Grace Atkinson.

Cette dernière n'y va pas de main morte. Pour elle, le mouvement féministe aux États-Unis est un échec. Exemples et chiffres à l'appui, Ti-Grace décrit la situation économique de millions de femmes américaines, qui va s'aggravant depuis l'application de la politique sociale de Reagan. Suppression massive de l'aide sociale, de l'allocation de tickets d'alimentation, diminution de l'aide au logement, gratuité des aides juridique et médicale remise en cause, restriction de l'aide aux centres d'accueil pour femmes violées et battues. L'ensemble de ces mesures atteint surtout les femmes, car 8 familles pauvres sur 10 ont à leur tête une femme, et 86% des personnes qui vivent de l'aide sociale sont des femmes.

Quant aux salaires, la moyenne horaire pour les femmes était de 60 cents (1\$ pour les hommes) avant l'existence des mouvements féministes, alors

qu'aujourd'hui il est tombé à 52 cents l'heure. Reagan accuse également les femmes mariées ex-salariées et aujourd'hui sans emploi d'élever artificiellement les taux de chômage.

Ti-Grace Atkinson pense que les féministes sont responsables d'une analyse qui ne les a jamais conduites à radicaliser leur position et à se déterminer comme classe sociale, de n'être jamais parties de la situation économique de toutes les femmes, d'avoir négligé de se solidariser avec les plus exploitées des femmes — la plupart des militantes ne vivant pas de l'aide sociale.

En ce qui concerne l'avortement, Ti-Grace rappelle que s'il a été libéralisé en 1973, depuis cette date divers amendements ont été déposés pour en réduire la portée, et deux d'entre eux tendent à reconnaître une personnalité juridique au fœtus. D'autres lois réactionnaires concernant la grossesse et la famille sont en attente de vote au Congrès. Avec le recul, les féministes n'auraient obtenu que le droit pour le médecin de décider s'il avortera ou non.

La réforme du divorce a-t-elle apporté des avantages aux femmes? Avec la suppression de la notion de faute, les hommes, dans beaucoup d'états, ne

sont plus astreints à payer des pensions alimentaires à leurs ex-femmes. Dans 90% des cas, les épouses ont la garde des enfants, et aux États-Unis il est pratiquement impossible de poursuivre le recouvrement des pensions alimentaires. Résultat: beaucoup de familles sont dépendantes d'une aide de l'État. Quant à la garde des enfants, ne se retournera-t-elle pas contre les femmes? Dans un premier temps, les mères divorcées ont bien souvent laissé la garde de leurs enfants à leurs ex-conjoints, ce qui finalement n'aboutissait qu'à les faire passer du travail ménager à celui du travail en entreprises.

Pour Ti-Grace, l'erreur fondamentale des quinze dernières années a été pour les féministes la dilution continue de leurs revendications les plus radicales. Le mouvement des femmes s'est transformé en mouvement culturel. Il est plus facile de croire à une révolution subjective que de lutter pour une révolution tout court. L'individualisme féministe est irresponsable et réactionnaire.

Ti-Grace met en garde les femmes contre la dichotomie qui existe d'une part entre le peu de progrès réalisés (salaires, travail, accès aux métiers

masculins) et, d'autre part, l'impact de médias favorables au féminisme et qui ferait croire aux femmes qu'elles ont obtenu plus qu'en réalité. Il faut prendre garde de ne pas réitérer les erreurs du mouvement féministe du début du siècle, c-à-d réduire ses exigences en lieu et place de les radicaliser.

Ces dix dernières années, les critiques féministes prennent pour cible la gauche, et pendant bien longtemps le mouvement des femmes n'a pas vu le danger que représentait pour lui l'aile droite du mouvement, et si la majorité silencieuse aux États-Unis est devenue si puissante aujourd'hui, c'est parce qu'elles n'ont pas reconnu leur ennemi véritable.

Il faut radicaliser le mouvement. Ti-Grace évite de prôner le terrorisme mais ne peut s'empêcher d'y reconnaître un lien avec la situation économique actuelle.

Les femmes peuvent-elles continuer à subir les violences qui leur sont faites? Si les Américaines réendossent le rôle de victimes, c'est parce qu'elles acceptent les actes de violence perpétrés contre elles par le gouvernement. Quel prix devront-elles payer leur émancipation?

Suzy D.

## Nouveaux livres reçus en service de presse. Acquisitions et revues du Centre de documentation.

- La Femme de Sisyphus, Anne-Marie Hirsch, éd. Aubier Montaigne, 1982.
- Anorexique, Sheila MacLeod, éd. Aubier Montaigne, 1982.
- Evita. Le destin extraordinaire d'Eva Peron. Alphonso Crespo, éd. Mengès, 1982.
- Dix Études sur le XVIe et le XVIIe siècle, Yvonne Bellenger, éd. Nizet, 1982.
- Les Aventurières du Grand Large, Anne Reale, éd. du Pen Duick, 1982.
- La Poétique du Mâle, Michelle Coquillat, éd. Gallimard, 1982.
- Comme l'eau qui coule, Marguerite Yourcenar, éd. Gallimard, 1982.
- Vaincue par la brousse, Doris Lessing, éd. Pion, 1953 (10/18).
- Arts et Pouvoirs, Jeanne Laurent, éd. CIEREC, 1982.
- Le chevalier, la femme et le prêtre, Georges Duby, éd. Hachette, 1981.

- Le pouvoir des consommateurs, Christine Angouard et Jean D. Tortuyaux, éd. Hatier, 1982.
- Du côté des hommes, Guido De Ridder, éd. L'Harmattan, 1982.
- Démocratie quantitative/qualitative, Victor Cavis, éd. Si je venais vers toi, 1982.
- A contre-jour, Irène Schavelzon, éd. des Femmes, 1982.
- Près du cœur sauvage, Clarice Lispector, éd. des Femmes, 1981.
- Sexisme et Sciences humaines, Claire Michard-Marchal et Claudine Ribery, éd. Presses Universitaires de Lille, 1982.
- Psychanalyse à l'Université, n° 26/82, éd. Erès, 1982.
- Joy et Joan, Joy Laurey, éd. Robert Laffont, 1982.
- Droit Civil. La famille, Alain Benadent, Ed. Librairies techniques, 1982.
- La rue sans nom, Sandra Young, éd. Syros, 1982.
- Les violences à l'égard des femmes. Problème de société? Étienne Cereux et divers autres, Ed. Vander, 1982.
- Le néo-féminisme de Simone de Beauvoir, Jacques J. Zéphir, éd. Denoël-Gonthier, 1982.
- Race et couleur en Pays d'Islam, Bernard Lewis, éd. Payot, 1981.
- Christine de Pisan, Régine Pernoud, éd. Calmann-Lévy, 1982.
- Contes d'une grand-mère, George Sand, éd. de l'Aurore, 1982.
- Horace, George Sand, éd. de l'Aurore, 1982.
- La femme fidèle, Sigrid Undset, éd. Gallimard, 1949 (Folio).
- Des gens comme nous autres, Cahiers JEB (auteur: Marie-Hélène Burgues), n° 1/82.
- La valeur du travail domestique, Revue "Economie et statistique", auteurs: A. Chadeau et A. Fouquet, n° 136/181, éd. INSEE.
- Femmes en trop, George Gissing, éd. Presses Universitaires de Lille, 1982.
- Elisabeth, Sarah Frydman, éd. Sylvie Messinger, 1982.
- Antonia, Sarah Frydman, éd. Sylvie Messinger, 1982.
- Je te trouve un peu pâle. Récit d'érotisme avec trente fantasmes féminins de

- Fellini. Carlo Fruttero et Franco Lucentini, Ed. du Seuil, 1982.
- Femmes et armée, MIR-IRG, 1982.
- Le soleil derrière la vitre, Anne Loesch, éditions Calmann-Lévy, 1982.
- Les secrets de la réussite sexuelle féminine, Dr Roland Edouard, Nouvelles Editions Marabout, 1982.
- Maman, pourquoi m'as-tu laissé tomber de ton ventre?, Michel Poliac, éd. Flammarion, 1969.
- La belle que voilà, Claire Sorel, éd. Flammarion, 1982.
- Enorme changement de dernière minute, Grâce Paley, éd. Recherches, 1982.
- Cahiers de l'observation du changement social, volume VI, éd. du CNRS, 1982.
- Eravamo, Suzanne Chantal, éd. Olivier Orban, 1982.
- Travelo, Elisabeth Salvaresi, éd. Presses de la Renaissance, 1982.
- Douce violence, Sapho, éd. Ramsay, 1982.

## DES MŒURS ETRANGES ET DETESTABLES D'UN GOUVERNEMENT REACTIONNAIRE

Lorsque notre gouvernement "qui agit" présente son budget pour 1983, l'attention se focalisa sur un point vraiment stupéfiant : l'abolition des allocations familiales pour l'enfant unique à partir de six ans. A vrai dire, ce qui choqua profondément, c'était moins la suppression elle-même, parce que les gens ont une capacité d'adaptation et de soumission incommensurables, que le caractère inéquitable de la mesure où on était davantage pénalisé quand on avait un enfant que lorsqu'on n'en avait pas. C'était tellement énorme qu'il était logique de rechercher l'intention cachée par l'annonce de cette restriction.

Les enfants se trouvaient divisés en deux catégories : ceux qui ont de bonnes joues rebondies, s'amusaient gentiment avec leurs petits frères et sœurs et font la joie et la fierté de leurs parents qui baignent dans la considération sociale du devoir accompli. Puis, il y a les enfants uniques, ces galeux : ils ne mangent pas, ne sont pas aux

études et présentent la particularité remarquable de coûter moins cher au fur et à mesure qu'ils grandissent.

Le ministre des Affaires sociales, J.-L. Dehaene, entonne un beau chant pathétique parce que la démographie du pays est mise en danger par ces personnes égoïstes qui se contentent d'un seul moutard.

Les journaux se virent noyés de lettres de protestation, dont la plupart étaient nettement racistes. Quoi ! On frappait les Belges, alors que les étrangers avaient des kyrielles d'enfants... ! Une femme célibataire qui protestait légitimement contre la décision proposait de frapper plutôt les couples où les deux conjoints travaillent...

Petit à petit, les réactions se déclenchèrent. Les premières protestations émanèrent des divers mouvements de femmes. L'opposition par un réflexe conditionné clame son indignation. Les syndicats lancèrent le petit coup de semonce : « Proclame, affirme, dénonce, exige. » Puis, les ligues de fa-

milles montèrent aux barricades, et notamment la puissante ligue flamande "De Bond", qui menaça d'aller manifester dans la rue. Où allait-on si même les ligues de familles se mettaient à défendre l'enfant unique ! Plus curieusement, le PVV et le PSC marquèrent leur opposition. Mais le comble du grotesque fut atteint lorsque le CVP lui-même réclama le retrait de la mesure. Mais si vraiment personne n'en voulait, d'où sortait-elle donc ?

Ne nous leurrons pas. Cette idée apparemment saugrenue est ancienne et appartient au CVP. Même si c'est le parti qui possède (le terme est approprié) le plus de femmes au Parlement et dans les conseils communaux, c'est aussi le parti dont l'idéologie est le plus défavorable aux femmes. Pour le CVP, une vraie femme est chrétienne, reste au foyer, une main au fourneau, l'autre protégeant une nombreuse progéniture et s'occupant éventuellement de l'une ou l'autre œuvre sociale, et elle n'avorte à aucun prix.

Que s'est-il donc passé ? Le CVP, toujours en retard d'une guerre, lance son idée géniale, qui est reprise par les autres partenaires de la coalition avec l'arrière-pensée que cette mesure débile sera toujours bonne à lâcher au moment de la concertation sociale permettant ainsi un double profit : un gouvernement magnanime d'une part, et des syndicats, et surtout papa Houtuys, qui pourront se prévaloir d'avoir fait céder le gouvernement.

Mais voilà, les réactions ont été trop vives. Certaines informations, comme la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, passent par-dessus la tête de bien de nos concitoyens. Par contre, la perte des allocations familiales est une rumeur qui a cheminé jusqu'au fin fond des plus petits villages, et les élections étant proches...

Monsieur Dehaene a fait marche arrière. Il va se décarcasser pour trouver un système moins douloureux. Mark Eyskens, seul, déplore ce recul. Il est vrai qu'il a cinq petits Eyskens, dont un pourra dignement poursuivre la dynastie ministérielle, et qu'il ne doit pas avoir trop de problèmes financiers pour les élever grâce à ses nombreux mandats d'administrateur de sociétés (en congé).

E.R.

## L'ENFANT UNIQUE : C'EST POUR RIEN !

Il a fallu attendre un gouvernement de sociaux-chrétiens et de libéraux pour que germe dans l'esprit de ces messieurs certainement multipares l'idée de supprimer les allocations familiales versées à la mère de l'enfant demeuré unique...

Cette mauvaise idée sera sans doute remplacée par une autre idée tout aussi mauvaise et ainsi de suite, jusqu'à ce que les protestataires soient laissés sans voix.

Les membres du Comité de liaison des Femmes (1a place Quetelet, 1030 Bruxelles) présents à la réunion du 2 septembre ont profité de cette occasion pour préciser leur position en matière de prestations familiales.

Elles sont outrées par le projet gouvernemental de réduire ou supprimer les allocations familiales pour l'enfant unique, mesure qui renforcerait les inégalités sociales et économiques entre les enfants.

Elles considèrent que, tous les enfants étant égaux par nature, chacun d'entre eux a droit à un montant égal de prestations familiales, étant entendu que les prestations actuelles sont nettement insuffisantes pour élever un enfant.

Par ailleurs, considérant que les enfants sont placés dans des conditions sociales et économiques d'inégalité, elles estiment que ces inégalités doivent être corrigées par d'autres méthodes.

Elles s'opposent à toute confusion entre le nombre d'enfants et le statut socio-économique des parents (un enfant pouvant être pour certains une charge plus lourde que plusieurs enfants pour d'autres) et à toute mesure qui, comme celle-ci, a pour but d'influencer le choix des parents quant au nombre d'enfants qu'ils désirent avoir.

## UNE PLAINTE CONTRE LE GOUVERNEMENT BELGE...

Le Comité de liaison des Femmes (1a place Quetelet, 1030 Bruxelles) poursuit son action contre les mesures discriminatoires à l'égard des femmes en matière de prestations de chômage.

Le 16 juin 1982, il a introduit une nouvelle plainte contre le Gouvernement belge auprès de la Commission des Communautés Européennes. En effet, telle qu'elle était formulée, la première plainte semblait irrecevable avant la date d'entrée en vigueur de la Directive sur l'égalité dans la sécurité sociale.

La nouvelle plainte montre qu'en aggravant les discriminations à l'égard des femmes pendant la période transitoire entre l'adoption d'une Directive et son application, le gouvernement belge compromet gravement la réalisation de celle-ci.

Le commissaire européen I. Richard a demandé au gouvernement belge de s'expliquer, et il se déclare prêt à entamer une procédure d'infraction s'il s'avère que les mesures prises récemment vont à l'encontre des obligations découlant de la Directive 79/7.

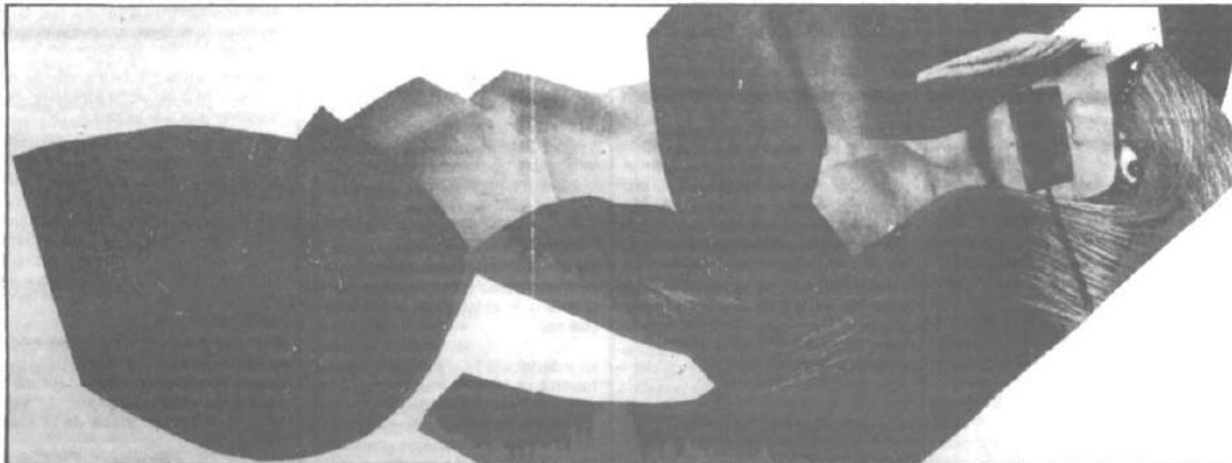
Plusieurs interpellations et questions parlementaires (M. Smet, M. Hoyaux, ...) ont relancé la plainte déposée par le Comité de liaison des Femmes et ont demandé au ministre de l'Emploi et du Travail ce qu'il comptait faire. Le ministre a répondu assez évasivement qu'il faisait faire une enquête au sein de son Département pour vérifier si la notion de "chef de ménage" était discriminatoire et pour faire définir la notion de discrimination indirecte.

Rappelons que le Comité de liaison des Femmes est composé de représentantes des mouvements féminins (Vie Féminine, Femmes Prévoyantes, ...) et des mouvements féministes (Université des Femmes, SOS Viol, Solidarité-Femmes-Emploi, etc.), des commissions féminines des partis politiques et des organisations syndicales, ainsi que du Parti féministe. Quelques femmes y siègent à titre individuel.





## CONFERENCE SUR LA PORNOGRAPHIE A OXFORD



Pour la première fois en Grande-Bretagne, des femmes se sont rassemblées à Oxford les 25 et 26 septembre pour dénoncer la pornographie comme violence contre les femmes, déterminer des objectifs de lutte et élaborer une stratégie. Les organisatrices avaient prévu des 'workshops' (groupes de discussion) consacrés à différents aspects du problème : pornographie et violence, pornographie et média, pornographie et les enfants, censure, etc.

Il est difficile de résumer ce qui a été dit ou même d'avoir une vue un peu générale de ce que les groupes de femmes pensent ou veulent à propos de la porno, car chaque femme parlait en son nom, et la plupart des groupes de discussion étaient en réalité des groupes de prise de conscience où les femmes ont exprimé leur horreur de la pornographie, leur colère de se voir humiliées et dégradées par les films et revues porno, leur désarroi de se sentir impuissantes face au pouvoir de l'industrie pornographique.

Les quelque trois cents femmes présentes avaient de sérieuses raisons de s'inquiéter. En effet, le marché de la vidéo-cassette semble connaître un développement considérable (la petite ville d'Oxford compte une dizaine de magasins). Or, il n'existe pas de système de censure pour la vidéo. De plus, les copies pirates, faciles à réaliser, augmentent considérablement le nombre de films en circulation.

Ensuite, cette année a vu apparaître sur le marché une nouvelle sorte de films, appelés *nasties* (nasty : désagréable, dégoûtant, méchant), spécialisés dans les plus extrêmes formes de violence et dont les profits ont rapidement dépassé ceux des autres catégories de films. On y trouve meurtre, viol, sado-masochisme, mutilation, cannibalisme, racisme et fascisme. Un "nastie" très populaire, appelé "SS Experiment Camp", étale les atrocités commises par les nazis dans un camp de concentration de femmes. L'affiche publicitaire exposée dans tous les magasins montre une femme nue et en sang, suspendue à un poteau. Récemment, la société Astra, de

Croydon, annonçait qu'elle allait distribuer le film "Snuff" (film pendant le tournage duquel des femmes ont été réellement mutilées et assassinées) et lançait une campagne publicitaire avec la question "Les meurtres dans ce film sont-ils réels ? A vous d'en juger." !

Le "Sunday Times" ayant entamé une série d'enquêtes à propos des 'nasties' et l'opinion publique s'étant émue, Astra a renoncé à distribuer "Snuff", et la police a saisi une dizaine de 'nasties'.

Autre problème pour les féministes : l'opposition à la pornographie est incarnée par Mary Whitehouse, chrétienne conservatrice et gardienne de la morale bourgeoise et de la famille. La gauche, opposée à toute forme de censure, semble assimiler la lutte des féministes à celle de Mary Whitehouse et ne leur apporte aucun soutien. Quant aux libéraux, certains proposent de décriminaliser la vente de matériaux obscènes ainsi que la prostitution et de créer des "red lights areas" pour la prostitution et les sex shops, qui seraient dès lors contrôlés par l'Etat.

Face à tout cela, des féministes ont réagi, utilisant des voies légales : marches, manifestations "Take back the night", information et sensibilisation des femmes et groupes de femmes (telle est essentiellement l'action de la WAVAW, "Femmes Contre la Violence Contre les Femmes"). D'autres utilisent des voies illégales. Ainsi le groupe "Angry Women" (Femmes en colère) envahit les cinémas porno et jette des œufs sur l'écran. Elles ont récemment mis le feu à un sex-shop de Leeds (le propriétaire offre une récompense de 1000 Livres pour qui dénoncera les coupables !).

Il n'y a eu jusqu'ici que des actions locales. Ces deux journées à Oxford auront permis de mettre sur pied une coordination nationale, et il a été décidé que des 'sit-in' auraient lieu dans tout le pays devant les 'Video Shops', le samedi 4 décembre. En attendant une semaine nationale de dénonciation de la porno, en février 1983.

N.P.

## VIOL : EN BELGIQUE...

En Belgique, le 1er juillet, la proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives au crime de viol est votée à la Chambre. Elle est adoptée à l'unanimité.

Dans le prochain *Chronique*, des femmes du groupe SOS Viol nous en donneront une lecture explicite.

## ...ET EN FRANCE

En France, des violeurs ont été acquittés à la Cour d'assises du Val-de-Marne. Nous reproduisons ci-dessous le compte rendu du journal "Le Mon-

de" (25 sept. 1982) paru sous le titre "Double acquittement dans une affaire de viol collectif".

"La cour d'assises du Val-de-Marne, présidée par M. Jean Lassus, a acquitté, jeudi 23 septembre, deux des trois accusés d'une affaire de viol - le troisième ne s'était pas présenté - contre lesquels l'avocat général, M. J. Tabuteau, avait requis « une peine qui ne soit pas inférieure à 10 années de réclusion criminelle ».

"Alain Chapalain (33 ans), Henri Lengua (36 ans), tous deux chauffeurs routiers, et Bernard Galliana (40 ans), patron de café - celui qui a refusé de comparaître, et envoyé une lettre accusant la victime - se sont défendus d'avoir violé en décembre 1978, à Villejuif, Mlle Marie-André Marion, au-

jourd'hui âgée de trente ans.

L'affaire avait été examinée devant un tribunal correctionnel comme « coups et blessures avec préméditation ». Le tribunal s'était déclaré incompétent le 19 janvier 1981, estimant, comme l'avocat de la victime, Me Colette Auger, que les faits allégués n'étaient pas un délit mais un crime devant être jugé par une cour d'assises. L'examen médical de la jeune femme avait permis de constater une déchirure vaginale et des hématomes consécutifs à des brutalités. Mais elle avait refusé, « par principe », de se soumettre à un examen psychiatrique, « qui n'a d'ailleurs aucune valeur scientifique », ainsi qu'est venu le dire à la cour le docteur Bernadine Lecointre, psychiatre et criminologue.

L'arrêt de la cour a provoqué des manifestations dans le public. Le comité de soutien à Mlle Marion « dénonce ce verdict scandaleux, qui est une insulte à toutes les femmes ». « La justice protège les violeurs, accuse la victime, légalise le viol, ajoute-t-il. La suspicion de la cour s'est portée immédiatement et uniquement sur la victime (...), la reconnaissance du viol comme crime - acquis des luttes des femmes - est remise en cause. Un viol collectif est maintenant nié et couvert par la justice. » Le comité devait organiser un sit-in, ce vendredi 24 septembre, devant le ministère des droits de la femme.

Notre indignation est immense. Notre confiance en la Justice encore plus faible.

## AVORTEMENT : C'EST A NOUS DE DEFENDRE LES INCULPÉ/E/S

A l'audience du mercredi 15 septembre au palais de Justice de Bruxelles, une chose est devenue définitivement évidente : le Parquet veut réprimer, et, plus particulièrement, réprimer sans délai les médecins des centres extra-hospitaliers pratiquant l'avortement. Du coup, la défense a organisé un petit coup de théâtre : le départ collectif des inculpé/e/s et de leurs avocats. Plus que jamais, il est clair que c'est à nous de défendre les inculpé/e/s et de les défendre dans la rue.

A l'audience de la 21ème Chambre correctionnelle, le 15 septembre, on s'attendait au réquisitoire. C'est pourquoi, il y avait de nouveau des manifestantes et des manifestants sur les marches du Palais, où avait également lieu le procès des sidérurgistes. En réalité, de nouvelles affaires – et donc de nouveaux inculpés – ont été ajoutés. Mais

ce qui a soulevé le plus d'indignation, c'est le calendrier avancé par la présidente du tribunal : dès le lundi 20 septembre, réquisitoire contre un médecin de centre extra-hospitalier, Brigitte Gallez, et renvoi à la fin novembre des affaires de l'hôpital Saint-Pierre.

La manœuvre était claire : le Parquet veut diviser les inculpé/e/s et juger d'abord les médecins des centres extra-hospitaliers, moins bien protégés que ceux du service du Prof. Hubinon, dans un des grands hôpitaux de la capitale. Le docteur Hubinon a aussi des responsabilités au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé. Bref, aux yeux du Parquet, mieux vaut commencer avec les "petits" – ou les "petites" –, avec les inconnu/e/s : cette affaire fait déjà bien assez de bruit comme cela, de leur point de vue, bien sûr, pas du nôtre.

La défense a eu beau protester. Elle a eu beau rappeler que le Parquet se contredisait lui-même en séparant les affaires qu'il avait auparavant réunies (la psychologue Renée Coen, par exemple, est impliquée à la fois dans "l'affaire Gallez" et dans celles de l'hôpital Saint-Pierre), rien n'y a fait. Finalement, l'un des avocats a déclaré : « La défense ne peut plus participer à ce procès. » Et tout le monde est sorti d'un seul mouvement : les inculpé/e/s, leurs avocats et le public, encore nombreux, malgré l'heure tardive et les suspensions de séance.

Désormais, les inculpé/e/s ne se présenteront plus aux audiences, ni au réquisitoire, et les plaidoiries n'auront pas lieu.

Et maintenant ? Il n'y a plus aucune illusion à se faire. Le Parquet refuse de voir que le problème de l'avortement est avant tout un problème social, celui de milliers de femmes chaque année, et non pas un problème individuel. Il a d'ailleurs refusé d'entendre les femmes qui s'étaient proposées de témoigner. Il a entendu des statistiques, c'est vrai, mais il n'a pas voulu entendre comment des femmes ont

vécu, souffert de leur avortement clandestin.

Au Parlement, l'espoir de voir voter le projet de suspension des poursuites a disparu.

Oui, aujourd'hui, il faut sortir de nos maisons et à nouveau mobiliser. Plus massivement que jamais.

Le réquisitoire contre Brigitte Gallez et les deux femmes qu'elle a avortées à leur demande interviendra finalement le lundi 4 octobre. D'autres personnes seront jugées à partir du 11 octobre. Quant aux affaires de Saint-Pierre, elles seront jugées à partir du 22 novembre. Il faut s'attendre à une première condamnation après le 10 octobre.

C'est pourquoi le Comité pour la dépénalisation de l'avortement appelle à un **rassemblement le lendemain de la 1ère condamnation, mardi 12 septembre, à 17 h 30, place de la Monnaie.**

Pour tout contact : Monique Geudin, 23 rue A. Giron, 1050 Bruxelles  
Tél. 02/649 18 22.

Nous avons besoin de toutes les forces.  
**Marie-Anne Swartenbroeckx**

## LETTRE DE PAIX TELLE QUELLE, DEPUIS LA FINLANDE

Chère Sœur,

Nous sommes heureuses d'apprendre qu'il y a beaucoup de Femmes pour la Paix dans tous les pays. J'espère que tu es, ou que tu seras une d'entre elles dans ton propre pays.

Je porte à ta connaissance que nous



sommes profondément inquiètes, en Finlande et dans les autres pays du nord, à cause des armes et des bases situées en Europe. Nous avons des cauchemars en imaginant ce que nous tous deviendrons.

Toi et moi, nous nous sentirons plus en sécurité si le gouvernement de ton pays en tant que membre de l'OTAN

- se refuse à l'augmentation de son budget militaire, exigée par les Etats-Unis,
- exige que les Etats-Unis retirent leurs armées, armes, bases militaires et se mettent d'accord avec l'URSS sur les moyens d'éliminer les armes déjà existantes.

Tu as déjà agi, peut-être, en tant que femme et concitoyenne, pour exercer une pression sur le gouvernement de ton pays, à cet égard. Je serais très heureuse si tu me faisais savoir comment les femmes agissent chez toi. Mais si tu n'es pas encore active, pourrais-tu commencer à agir d'une manière ou d'une autre ? Nous autres, Finlandaises pour la Paix, faisons pression sur notre gouvernement pour qu'il

- arrête l'augmentation du budget militaire, puisque les armes ne nous protégeront nullement,
- proteste officiellement contre la course aux armements des grands pouvoirs,



- contribue de toutes ses forces à la réalisation de la zone dénucléarisée dans les pays nordiques et au désarmement de l'Europe entière, depuis la Pologne jusqu'au Portugal.

Nous avons commencé cette correspondance aussi bien dans notre pays qu'en dehors des frontières.

Nous envoyons également des lettres directement aux pays du Pacte de Varsovie, aux Etats-Unis et à l'URSS.

Nous, les femmes de tous ces pays, pouvons réunir nos forces pour agir contre l'insanité de la course aux armements.

Nous ne nous taisons plus.

Nous ne voulons pas être la dernière génération en Europe.

Nous ne voulons pas être anéantis à cause de la folie des grands pouvoirs.

Nous, les Femmes pour la Paix d'Europe, il faut que

- nous consacrons nos forces au soutien de nos sœurs aux Etats-Unis et en URSS dans leur demande de paix auprès de leurs gouvernements,
- nous forçons nos propres gouvernements à désarmer.

**Femmes pour la Paix**  
c/o Unioni  
Bulevardi, 11  
00120 Helsinki 12  
Finlande



## Officiel

**Commission du Travail des Femmes**  
Ministère de l'Emploi et du Travail  
53, rue Belliard - 1040 Bruxelles  
T. 02/230 90 10

**Commission consultative de la Condition féminine**  
14, rue des Petits Carmes - 1000 Bxl  
Tél. 02/512 50 14

**Le Service de la Femme**  
Ministère de la Communauté Française  
4, Galerie Ravenstein - 1000 Bruxelles

**Comité interministériel pour le statut de la femme**  
c/o Cabinet du Premier Ministre  
16, rue de la Loi - 1040 Bruxelles  
T. 02/513 80 20

**Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes**  
Commission des Communautés Européennes  
200, rue de la Loi - 1049 Bruxelles  
Tél. 02/235 11 11

**Comité consultatif de l'égalité des chances**  
c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes.

## Femmes et syndicats

**Commission Femmes de la FGTB**  
c/o Marcelle Hoens  
42, rue Haute - 1000 Bruxelles  
Tél. 02/511 80 67 et 511 64 66

**Service féminin de la CSC**  
c/o Anne-Françoise Theunissen  
121, rue de la Loi - 1040 Bruxelles  
tél. 02/735 60 50

## Mouvements féminins

**Femmes Prévoyantes Socialistes**  
c/o Marie-Claire Musin  
1-2 place Saint-Jean - 1000 Bruxelles  
T. 02/513 64 70

**Vie Féminine**  
c/o Andrée Delcourt  
111, rue de la Poste - 1030 Bruxelles

## Mouvements féministes

**Comité de Liaison des Femmes**  
c/o Hedwige Peemans-Poulet  
(T. 733 48 80)  
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles  
pas de téléphone

**Vrouwen Overleg Komitee**  
c/o Monica Abicht  
(T. 031/28 95 68)  
9, Lambeulaan - 1200 Brussel  
pas de tél.

**Femmes contre la crise**  
Contact national francophone :  
Micheline Nélisse  
169, rue des Vennes - 4020 Liège  
pas de tél.  
Contact national néerlandophone :  
Marijke Colle  
109, Heerneslaan - 9000 Gent

**La Porte Ouverte**  
16, rue Américaine - 1050 Bruxelles

**Solidarité Femme-Emploi**  
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles  
T. 02/219 65 18

## Coordination femmes européennes

**CREW**  
Centre de Recherche sur les femmes européennes  
22, rue de Toulouse - 1040 Bruxelles  
T. 02/230 42 35

## Accueil : maisons et cafés

**Arlon**  
Maison des Femmes  
37, rue de Diekirch  
T. 063/21 43 23

**Bruxelles**  
Maison des Femmes  
29, rue Blanche - 1060 Bruxelles  
T. 02/539 27 66

**Charleroi**  
"Comme chez elles"  
7 bd d'Audent

**Liège**  
Maison des Femmes  
6, rue du Pont - 4000 Liège  
Café des Femmes  
8, rue Nagelmackers - 4000 Liège

**Mons**  
Groupe Femmes  
105, bd Sainctelette

**Mouscron**  
Groupe Femmes  
c/o Véronique Bauwens  
58, rue des Villas

**Nivelles**  
Maison des Femmes  
31, rue des Brasseurs

**Tournai**  
Groupe Femmes  
c/o Bernadette Michenaud  
7, place Verte

**Verviers**  
Maison des Femmes  
37, rue des Hospices

**Wavre**  
Groupe Femmes  
10, rue des Brasseries

## Avortement / Contraception

**Fédération belge pour le Planning familial et l'Education sexuelle**  
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles  
Tél. 02/511 56 03

**GACEHPA**  
Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements  
Permanence : lundi et jeudi, 14h à 17h  
51, rue du Trône - 1050 Bruxelles  
Tél. 02/511 56 03  
Vous trouverez au GACEHPA des cartes de soutien (20F minimum) avec la liste complète des centres extra-hospitaliers qui pratiquent des avortements, et ce malgré les procès en cours.

**Comité pour la dépénalisation de l'avortement**  
c/o Monique Geudin  
23, rue A. Giron - 1050 Bruxelles  
T. 02/649 18 22

## Viol

**SOS Viol**  
Accueil, information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles  
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles  
T. 02/219 28 02

## Femmes battues

**Bruxelles**  
19, rue Blanche - 1060 Bruxelles  
T. 02/539 27 44

**Liège**  
Fédération des Collectifs pour Femmes battues  
8, rue Nagelmackers - 4000 Liège  
T. 041/41 07 38

**Arlon**  
T. 063/21 46 82

**La Louvière**  
9, rue de Bouvy  
T. 064/21 33 03

**Namur**  
T. 081/71 55 45

**Vlaanderen**  
Federatie van Huizen voor Mishandelde Vrouwen  
Steenmolenstraat, 115  
2800 Mechelen

## Centres de documentation

**Université des Femmes**  
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles  
T. 02/219 61 07  
Ouvert tous les jours, sauf le week-end de 14h à 17h (jeudi : jusqu'à 17h).

**L'une, l'autre**  
99, bd de Waterloo - 1000 Bruxelles  
T. 02/538 66 98

**Le Lesbanaire**  
1, rue Herman Richir - 1030 Bruxelles  
T. 02/216 68 42

**CREW**  
Centre de recherches sur les femmes européennes  
22, rue de Toulouse - 1040 Bruxelles  
T. 02/230 47 77

**Rosa**  
62, Bondgenotenstraat, 1190 Brussel  
T. 02/347 24 77

## Librairie

**La Rabouilleuse**  
221, chée d'Ixelles - 1050 Bruxelles  
T. 02/648 43 18

## Revue

**Chronique**  
1a, place Quetelet - 1030 Bruxelles  
T. 02/219 61 07

**Lillith**  
7, Ambtmanstraat, 2000 Antwerpen  
T. 03/232 55 33

**Voyelles**  
99, bd de Waterloo - 1000 Bruxelles  
T. 02/538 66 98.

**Marianne**  
Cruyslei, 30  
2200 Borgerhout

## Etudes féministes

**Université des Femmes**  
1a, place Quetelet  
1030 Bruxelles  
Tél. 02/219 61 07

